



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019

secours-catholique.org

 [caritasfrance](https://twitter.com/caritasfrance)
 [Secours Catholique-Caritas France](https://www.facebook.com/SecoursCatholique-CaritasFrance)



**ENSEMBLE,
CONSTRUIRE
UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL**

SOM- MAIRE

| | |
|---|----|
| ÉDITORIAL | 3 |
| ILS SONT LE SECOURS CATHOLIQUE | 4 |
| RÉTROSPECTIVE 2019 | 6 |
| SOLIDARITÉ ET ÉCOLOGIE EN DÉBAT | 8 |
| PLAIDOYER ET THÉMATIQUES D'ACTION EN FRANCE EN UN CLIN D'ŒIL | 10 |
| FAVORISER LA RECONNAISSANCE DES SAVOIRS DE TOUS | 12 |
| CE QUI SE VIT DANS LES ÉQUIPES | 18 |
| PERMETTRE L'ACCÈS AUX DROITS FONDAMENTAUX | 20 |
| DÉVELOPPER LES TERRITOIRES | 34 |
| 586 PROJETS SOUTENUS DANS LE MONDE | 40 |
| FAVORISER LA CONSTRUCTION D'UNE SOCIÉTÉ INTERCULTURELLE ET INTERRELIGIEUSE | 42 |
| RÉPONDRE AUX URGENCES | 47 |
| UNE ORGANISATION AU SERVICE DE NOTRE AMBITION | 50 |
| GOUVERNANCE ET CONTRÔLE AU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE | 60 |
| IDENTITÉ | 61 |

L'URGENTE ET IMPÉRATIVE CONVERSION ÉCOLOGIQUE ET INTÉGRALE DE NOTRE MONDE

A l'heure où nous rédigeons ces lignes, le monde entier traverse une crise sanitaire sans précédent qui met en évidence de façon particulièrement criante les inégalités sociales, les failles de nos économies globalisées et l'impact de nos modes de vie sur l'avenir de notre planète. Il y a cinq ans déjà, l'encyclique *Laudato si'* lançait un cri d'alerte et un appel à une conversion écologique et intégrale de notre monde. « *Tout est lié.* » Dans ce contexte inédit, notre engagement à transformer la société avec et à partir des plus fragiles afin de construire un monde juste et fraternel fait sens plus que jamais. Ainsi que les quatre changements que nous voulons accompagner : faire reconnaître et partager les savoirs des personnes les plus fragiles, rendre l'accès aux droits effectifs pour tous, contribuer à de nouveaux modes de développement durable et susciter, ainsi que nous l'inspire l'Évangile, la coopération entre des communautés de cultures et religions différentes pour transformer en profondeur nos sociétés.

Fin 2019, alors que le mouvement des Gilets jaunes émergeait en France, nos délégations ont organisé plus de 150 débats pour recueillir et prendre en compte la parole des plus précaires (« *Tout ce qui se dit là, il faut que cela remonte* »). Malgré leurs privations et la fragilité de leur quotidien, les participants nous ont dit leur grande soif de contribuer au débat public, avec une très forte demande de justice sociale, à mesure que les inégalités s'aggravent, et une formidable aspiration à plus de lien social, de fraternité et de partage.

Leurs nombreuses propositions donnent sens aux actions que nous avons menées tout au long de cette année 2019, pour reconstruire du lien social dans les territoires, créer des activités, valorisées ou non, qui contribuent à redonner de la dignité et du pouvoir d'agir aux plus pauvres, rénover des logements insalubres, construire des propositions pour repenser en profondeur notre protection sociale... Les remontées des débats traduisent également une grande demande de sens : s'attaquer à ce qui nous éloigne les uns des autres et prendre soin de ce qui nous relie, à commencer par la planète qui nous héberge et nous nourrit.

La grave crise mondiale déclenchée par la pandémie nous lance de nouveaux défis majeurs en termes de présence auprès des plus fragiles, en France comme dans les pays les plus pauvres, de lutte contre les inégalités et de renforcement de nos systèmes de protection sociale. Ces défis ne pourront être relevés sans une solidarité accrue à tous les niveaux de notre société, entre les pays d'Europe et avec le reste du monde, et sans une reconnaissance pour chacun de nous du caractère fragile de la vie et de l'acceptation de cette vulnérabilité, véritable guide pour repenser nos façons de vivre individuelle et collective. Au moment où nous rédigeons ces lignes, en plein confinement de la population, nous voyons avec joie les nouvelles formes de solidarité qui s'inventent chaque jour pour vivre la fraternité et pour prendre appui sur des ressources spirituelles quand le contact physique n'est plus possible. Nous voyons aussi que, tout comme le virus, le souci du plus fragile ne saurait avoir de frontières. ■

Véronique Fayet
Présidente nationale

Vincent Destival
Délégué général

Hervé Perrot
Aumônier général

ILS SONT LE SECOURS CATHOLIQUE

“ BERNARD

« PROPOSER DES CONDITIONS
ET UN ACCOMPAGNEMENT ADÉQUAT. »



Passer du Crédit mutuel de Bretagne au Secours Catholique, le pas n'était pas aussi grand que cela pour Bernard. Alors responsable de l'économie sociale et solidaire au sein de la

banque, il connaît bien le Secours Catholique qui, au moment de son départ à la retraite, lui propose de gérer l'activité microcrédit pour le Finistère. L'idée séduit le jeune retraité. « *Je ne me voyais pas rester assis dans un fauteuil à regarder la télévision, feuilleter la presse ou lire des bouquins.* » Pour les ménages qu'il accompagne désormais, la gestion du budget est un vrai casse-tête « *à cause de la faiblesse ou de l'irrégularité de leurs revenus* ». Une réalité que son ancien milieu professionnel ne mesure pas assez. « *Les personnes qui ont des incidents bancaires sont trop souvent présumées incapables de gérer leur argent,* déplore Bernard. *On ne leur fait donc pas confiance et elles se retrouvent exclues du système. Alors qu'il suffirait de leur proposer des conditions et un accompagnement adéquat.* »

“ AURÉLIE

« ON EST VISIBLES,
MAIS ON NE NOUS ENTEND PAS. »



Faire remonter jusqu'à l'État les réalités vécues par les personnes les plus précaires, tel est le rôle d'Aurélie au sein du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE). Cette Camerounaise, mère

de quatre enfants, est l'une des deux représentantes du Secours Catholique auprès de l'institution. Logement précaire, petits boulots mal payés et pas reconnus, préjugés... Voilà des sujets qu'elle et les personnes dont elle porte la voix connaissent d'expérience. « *Les administrations ont une vision technocratique de la pauvreté,* constate-t-elle. *Nous, nous sommes les premiers acteurs confrontés à la réalité de la précarité. Nous sommes la voix des sans-voix. Pas celle des invisibles, car nous sommes visibles, mais nous avons une voix et on ne nous écoute pas.* »

“ MARYVONNE

« CES MARAUDES ME RENDENT HEUREUSE
ET M'AIDENT À VIVRE. »



C'est il y a dix ans, dans le cadre d'une association d'aide aux femmes prostituées, que Maryvonne découvre le projet « *Sortie du bois* » créé par le Secours Catholique en vue de reloger les personnes qui ont élu domicile dans le bois de Vincennes. « *Il y avait alors des abris de jardin convertis en logis. L'un d'eux était occupé par un couple, Monique et Thierry. Ils m'ont fait asseoir chez eux, m'ont servi du café. Je me suis tout de suite sentie bien. Je me suis dit : "Ma place est avec ces gens-là."* » Depuis, Maryvonne vient une à deux fois par semaine arpenter les allées du Bois pour prendre des nouvelles de ceux qui l'habitent. « *Ils ne nous demandent rien de matériel. Juste des renseignements, une adresse pour des soins, un vestiaire. Et une écoute. Ce sont des gens fidèles, avec qui j'ai tissé des histoires. Ces maraudes me rendent heureuse et m'aident à vivre.* »

“ NADIA

« CET ENGAGEMENT ME REDONNE CONFIANCE EN MOI. »



Ma P'tite Échoppe a ouvert début 2019 en région parisienne sous l'impulsion du Secours Catholique. Cette épicerie d'un genre nouveau, qui fonctionne grâce à des adhérents actifs, propose des

produits de qualité à des prix adaptés aux ressources de ses clients. Nadia, une maman de quatre enfants arrivée du Maroc à l'âge de 14 ans, en fait partie depuis la première heure. Elle a même participé à la conception du projet, à l'époque où des difficultés financières l'ont amenée à fréquenter l'ancienne épicerie solidaire du Secours Catholique dans le quartier. « J'étais là lors de l'installation. Nous n'étions pas nombreux. Ce n'est qu'après l'ouverture que des bénévoles se sont proposés. » Aujourd'hui, Nadia anime des ateliers cuisine et fait partie du service achats. « Cet engagement m'est nécessaire, dit-elle. Il me tire de mon quotidien, m'aère et me redonne confiance en moi. »

“ BRICE

« J'ESPÈRE QUE MES ENFANTS AURONT DE MEILLEURES CONDITIONS DE VIE. »



Cela fait vingt ans que Brice Mackosso se bat pour son pays, la République démocratique du Congo. Entré au séminaire à 14 ans, il devient finalement avocat, après être « tombé amoureux » de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen. En 1997, il fonde la première commission Justice et Paix du Congo, puis en 2003 et avec le soutien du Secours Catholique, la plate-forme congolaise de « Publiez ce que vous payez ». Le combat porte ses fruits, les revenus du pétrole entrent enfin dans les caisses de l'État, mais pas encore au profit du développement du pays. Alors, en 2014, Brice interpelle le Secours Catholique pour lancer la campagne internationale « Tourignons la page » qui prône la démocratie et l'alternance. « Je suis optimiste, mais lucide : je sais que je ne vais pas vivre certaines choses comme le TGV au Congo. Mais j'espère au moins que mes enfants auront de meilleures conditions de vie. »

“ LYNDIA

« J'AI L'IMPRESSON DE ME RECONNAÎTRE DANS CES GENS QUI VIVENT CE QUE J'AI TRAVERSÉ. »



Tous les mercredis après-midi, Lynda assure l'accueil des personnes qui frappent à la porte du Secours Catholique de Roubaix. Pour cette maman arrivée d'Algérie en 2014 avec son mari et ses deux enfants, ce n'est pas rien de se retrouver de l'autre côté. « J'ai

l'impression de me reconnaître dans ces gens qui vivent ce que j'ai traversé. » À savoir : un long parcours administratif et juridique pour régulariser peu à peu la situation de la famille, obtenir un titre de séjour et une autorisation de travail, trouver un logement digne, et commencer à rêver d'une maison. Aujourd'hui, Lynda entame une formation, son mari a pu reprendre son métier de mécanicien en CDI et les deux enfants réussissent bien en classe. L'aînée souhaite devenir avocate. Un jour sans doute pourra-t-elle, comme sa maman, venir en aide à ceux qui traversent des difficultés qu'elle connaît bien.

RÉTRO- SPECTIVE 2019



4 MARS

Le Secours Catholique publie une synthèse des 800 pages de *verbatim* et de propositions de personnes en situation de précarité et de bénévoles recueillis lors des 150 débats organisés partout en France, entre décembre 2018 et janvier 2019.



5 FÉVRIER

Ma P'tite Échoppe ouvre à Antony (Hauts-de-Seine), sous l'impulsion du Secours Catholique. Cette belle épicerie propose des produits de qualité à des prix adaptés aux ressources de ses clients.



8 AVRIL

À l'occasion de la journée internationale des Roms, le Secours Catholique publie *Les Oubliés du bidonville de la Butte*, un web-documentaire immersif dans le quotidien des habitants d'un campement à Méry-sur-Oise, en région parisienne.

ET AUSSI...

JANVIER Le Conseil d'animation national (CAN) du Secours Catholique-Caritas France se réunit pour la première fois de l'année dans le Morbihan pour travailler sur la question de la gouvernance partagée. **MARS** Véronique Fayet, présidente du Secours Catholique, publie *Révolution fraternelle. Le cri des pauvres* aux éditions Indigène devenues célèbres pour avoir été à l'origine du phénomène mondial *Indignez-vous!* de Stéphane Hessel – La Young Team organise un premier week-end de formation à la gestion de projet destiné à des jeunes Young Caritas en capacité de lancer des événements. **AVRIL** Véronique Fayet, présidente du Secours Catholique, assiste au comité stratégique de Coexister, un mouvement interconvictionnel de jeunesse, dont elle est membre. **MAI** En amont de ce week-end d'élections européennes, le Secours Catholique publie ses attentes et préconisations et appelle responsables politiques et citoyens à se mobiliser pour la construction d'une Europe solidaire. **JUIN** Le Secours Catholique participe à la manifestation de l'association Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD) afin d'interpeller les pouvoirs publics sur la nécessité de poursuivre le programme du même nom. – Le collectif Tourmons la page, mouvement citoyen pour l'alternance démocratique en Afrique coordonné par le Secours Catholique, tient sa première assemblée générale au Niger, avec 50 représentants issus de 13 pays d'Afrique et d'Europe. **JUILLET** Une semaine de bénévolat à la cité Saint-Pierre de Lourdes pour les Young Caritas de Seine-et-Marne et de Seine-Saint-Denis. **AOÛT** Le Secours Catholique suit l'adoption, à Genève, du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution



24 SEPTEMBRE

Le Secours Catholique organise une conférence de presse à l'occasion de la publication du rapport dessiné « Exilés, dublinés, maltraités », un document qui témoigne des conséquences du règlement Dublin sur la vie des personnes migrantes en France.



1^{ER} OCTOBRE

Vincent Destival, 59 ans, marié, père de deux enfants et grand-père, prend ses fonctions de délégué général du Secours Catholique.



2-13 DÉCEMBRE

Le Secours Catholique participe à la COP25 à Madrid et dénonce le manque de courage politique face aux enjeux climatiques, les blocages répétés de l'Australie, du Brésil, de l'Arabie saoudite ou des États-Unis, ainsi que l'effacement coupable de la France.

du climat (GIEC) sur le secteur des terres. **SEPTEMBRE** Le Secours Catholique participe avec le collectif Alerte à la concertation nationale portant notamment sur la création du revenu universel d'activité (RUA) en vue de fusionner les différents minima sociaux. **OCTOBRE** Lors du synode amazonien qui se tient à Rome, la délégation de Guyane fait entendre la voix du Secours Catholique-Caritas France dans le plaidoyer contre les industries extractivistes et les projets miniers en cours en Guyane. – En cette Journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains, le gouvernement français lance son deuxième plan de lutte contre la traite des êtres humains. – Le Secours Catholique organise un atelier à Bogotà, en Colombie, en tant que chef de file d'un important programme de construction de la paix avec les parties prenantes colombiennes, programme qui sera présenté à l'Agence française de développement (AFD) en 2020. **NOVEMBRE** Le Secours Catholique participe, avec une quarantaine de membres du réseau mondial des aumôniers de prison, à la rencontre organisée à Rome par le Dicastère au développement humain intégral. – Un tremblement de terre cause la destruction ou la dégradation de plusieurs bâtiments du village du Teil, en Ardèche. Les équipes locales du Secours Catholique mettent en place leur mission de post-urgence pour assister dans la durée les victimes. **DÉCEMBRE** Pour alerter sur les violations des droits des personnes migrantes aux frontières intérieures de l'Europe, le Secours Catholique participe à une action interassociative sur le terrain, ainsi qu'à une conférence de presse à Paris.

SOLIDARITÉ ET ÉCOLOGIE EN DÉBAT

Dès le mois de décembre 2018, alors que les Gilets jaunes laissent éclater une colère qui s'est cristallisée autour de la taxe carbone, le Secours Catholique-Caritas France organise des débats dans toute la France pour que la parole des plus pauvres puisse elle aussi se faire entendre. Plus de 150 débats au total, dont se dégagent de nombreuses propositions ambitieuses qui confortent l'association dans ses convictions : la transition écologique ne pourra se faire sans justice sociale, ni la justice sociale sans transition écologique.

Le Secours Catholique n'a pas attendu le lancement du Grand Débat national pour inviter ses équipes, dès le mois de décembre 2018, à faire entendre la parole et les cris des plus pauvres. En quelques semaines au début de l'année 2019, près de 150 débats s'organisent dans une soixantaine de départements, donnant l'occasion à plus de 3 000 participants, personnes en situation de précarité et bénévoles de l'association, d'apporter leur vision et leurs propositions. Le succès de ces débats tient notamment à la simplicité du dispositif proposé. Seulement deux questions : en quoi la colère exprimée par le mouvement des Gilets jaunes rejoint-elle ou non ce que nous pouvons vivre dans notre quotidien ? Quelles propositions clés locales et nationales souhaitons-nous mettre en avant pour avancer vers

une société juste, durable et fraternelle, où chacun puisse vivre dignement ? Et deux consignes : écouter les personnes jusqu'à ce qu'elles aient fini de parler, et retranscrire mot pour mot leurs propos. « *Non seulement les personnes accompagnées se sont exprimées, mais aussi nos bénévoles, dont beaucoup vivent avec de très petites retraites*, raconte Jean Merckaert, directeur Action et Plaidoyer France-Europe. *Cela a occasionné des moments d'écoute réciproque formidables où les gens ont pris conscience qu'ils n'étaient pas seuls à rencontrer des difficultés et qu'ils n'en étaient pas responsables.* »

Une synthèse des 800 pages de *verbatim* récoltés est parue début mars, après un exercice de validation et de priorisation des propositions qui a été réalisé avec des participants aux débats. Si certaines des propositions rejoignent celles du gouvernement

à l'issue du Grand Débat national, notamment sur la démocratie, la conciliation des besoins essentiels et l'impératif climatique, elles sont dans l'ensemble bien plus ambitieuses. Là où le gouvernement cherche des solutions techniques pour mener la transition écologique, les plus pauvres appellent à sortir de l'hyperconsommation et de la culture du déchet. Là où le gouvernement propose de traiter les finances publiques selon une logique comptable – réduire la dépense publique pour pouvoir diminuer les impôts –, eux parlent de justice et insistent sur la nécessité d'un revenu décent pour chacun. Là où

le gouvernement aborde l'organisation de l'État dans une logique managériale – moins d'échelons pour un service public moins coûteux –, eux s'attachent au respect des droits fondamentaux, à la dimension humaine et à la

proximité des services sociaux et de santé.

Les débatteurs pointent également des enjeux sur lesquels le gouvernement a fait l'impasse (le manque de logements, l'incarcération trop systématique...), et abordent la nécessité de réguler le secteur privé, de détourner la finance de la spéculation pour l'orienter vers la transition écologique et l'inclusion bancaire, de mieux partager les richesses au sein de l'entreprise. Au fond, l'obsession qui transparaît est celle du sens : s'attaquer à ce qui nous éloigne et prendre soin de ce qui nous relie, ainsi que de la planète qui nous héberge. « *Si cette dernière question, celle de la préservation de l'environnement, n'est pas ressortie lors des constats faits par nos débatteurs, beaucoup des propositions qui ont suivi s'y rapportent. Les plus précaires ne sont pas en dehors de la société. Mais ils ont le sentiment que l'écologie est l'affaire des riches,*

“ LES PLUS PRÉCAIRES NE SONT PAS EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ. MAIS ILS ONT LE SENTIMENT QUE L'ÉCOLOGIE EST L'AFFAIRE DES RICHES. ”



ELODIE FERRIOT / SCCF

et ressentent comme une violence de ne pas avoir les moyens de faire leur part, ni de pouvoir répondre à l'injonction de consommer bio. »

« PENSER L'ARTICULATION TRANSITION ÉCOLOGIQUE / JUSTICE SOCIALE »

« S'il n'y avait qu'une chose à retenir du mouvement des Gilets jaunes et de nos débats, ce serait celle-ci : il faut penser l'articulation transition écologique / justice sociale. Nous en sommes convaincus au Secours Catholique et c'est pourquoi, à l'époque de la publication de notre synthèse, nous avons rejoint le Pacte du pouvoir de vivre : une coalition de 19 associations et syndicats qui a défini huit combats prioritaires et une centaine de propositions au sujet desquelles le gouvernement a été obligé de se positionner. » Dès la rentrée parlementaire, fin août 2019, le Premier ministre a en effet reçu les représentants de la coalition et accepté d'ouvrir une forme de concertation sur cinq de ces huit dossiers prioritaires, parmi lesquels, les maisons France Service et la lutte contre la précarité énergétique dans le logement. Avec plusieurs associations, dont le Réseau action climat, Oxfam France et ATD Quart Monde, le Secours Catholique s'est engagé dans deux autres démarches

de plaidoyer. La première est celle d'une taxe carbone juste, c'est-à-dire élargie aux secteurs exonérés actuellement, comme les entreprises et les transports polluants, et basée sur un mécanisme de redistribution aux ménages les plus précaires et les plus dépendants de la voiture. « Le gouvernement n'a pas su interpréter ce qui est ressorti du Grand Débat national, et qui rejoint ce que nous ont dit les participants aux débats du Secours Catholique. Il a compris que les gens voulaient moins d'impôts alors qu'ils demandaient plus de justice fiscale. Même chose pour la taxe carbone. Le gouvernement l'a retirée, alors que les gens ne refusaient pas tant une fiscalité écologique que sa modalité. »

La deuxième démarche de plaidoyer a été menée au moment des élections européennes et de l'examen du projet de loi de finances. Il s'agissait de proposer, pour l'Europe, une forme de budget carbone rattaché à un indicateur d'impact social permettant d'évaluer la dette des États vis-à-vis des plus fragiles. Et pour la France, un budget vert, sensible aux inégalités, afin que l'impact du projet de loi de finances puisse être évalué pour chaque centime de revenu et chaque catégorie de population. « Ces propositions ont été faites dans le contexte des dernières mesures fiscales et de la hausse de la prime d'activité dont les études montrent qu'elles ont entraîné un gain de pouvoir d'achat bénéficiant à tous, sauf aux 10 % des plus pauvres. » Elles ont été entendues puisqu'elles ont entraîné, à l'automne 2019, une prise de position de la ministre chargée des Solidarités ainsi que de la députée Stella Dupont qui ont souhaité engager une concertation sur ce sujet.

Dans cette même dynamique à la fois écologique et sociale, en 2019, le Secours Catholique a rejoint le Pacte pour la transition écologique, un processus incluant des milliers de citoyens qui participent à l'élaboration d'un programme de 32 propositions à promouvoir au moment des élections municipales. « Nous avons soutenu le processus et de nombreux membres de nos délégations se sont joints aux quelque 2 000 groupes qui se sont constitués. »

À l'issue du Grand Débat national, le gouvernement a procédé au tirage au sort de citoyens amenés à réfléchir à la façon d'aborder la transition écologique. Cette Convention citoyenne sur le climat se réunit régulièrement et invite des experts à intervenir. Le Secours Catholique s'y est exprimé dès la première session sur le sujet « Prendre soin de la planète et des personnes. » Une thématique qui résume bien nos préoccupations, nos actions et les attentes de ceux que nous accompagnons au quotidien. ■

PLAI- DOYER

ET THÉMATIQUES
D'ACTION EN FRANCE,
EN UN CLIN D'ŒIL



MAL-LOGEMENT



Le Secours Catholique-Caritas France ne se contente pas d'enjoindre aux pouvoirs publics de tenir leurs engagements en termes de création de logements sociaux et de rénovation de passoires thermiques, il agit concrètement dans ces deux domaines.

En 2019, notre Agence immobilière sociale (AIS) a lancé son activité en identifiant des familles sans domicile et en leur offrant un toit pérenne, et nous nous sommes engagés dans un contrat « à impact social » avec l'État et le Réseau éco habitat, avec un objectif de 200 rénovations de logements dans les Hauts-de-France d'ici 2024.

Nous poursuivons par ailleurs notre action et notre plaidoyer en faveur de l'inconditionnalité de l'hébergement d'urgence et d'une effectivité du droit à la domiciliation. ■

ACCUEIL ET DROITS DES ÉTRANGERS



En cette troisième et dernière année de Campagne globale migration avec le réseau mondial Caritas, le Secours Catholique-Caritas France a privilégié quatre axes : le plaidoyer européen ; la défense des droits des mineurs non accompagnés ; la réflexion sur l'accès effectif aux « services de base », et enfin le changement de regard sur les personnes migrantes. Nous avons par ailleurs poursuivi notre travail interassociatif aux frontières intérieures de l'Europe. Avec nos 3 000 bénévoles qui mènent des activités d'apprentissage du français, nous avons repensé nos pratiques. Enfin, nous nous félicitons de deux victoires de plaidoyer : l'obtention d'une baisse des taxes sur les titres de séjour ainsi que la gratuité de l'accès à la plate-forme téléphonique de prise de rendez-vous auprès des préfectures. ■



EMPLOI ET ÉCONOMIE SOLIDAIRE

En 2019, le département « Emploi et économie solidaire » s'est recentré sur la mobilité, l'alimentation, le textile et l'emploi. Grâce au microcrédit et aux garages du réseau Solidarauto, nous avons permis à 3 500 familles d'accéder de façon durable à la mobilité. Nous avons développé la création d'épiceries solidaires et de jardins partagés qui permettent aux personnes d'accéder à une alimentation durable en valorisant leurs propres compétences. Notre activité textile a été réorientée. Confiant l'aspect insertion professionnelle à notre partenaire Tissons la solidarité, nous avons privilégié le développement de boutiques solidaires comme outils de lien social dans les territoires. Enfin, nous avons poursuivi notre plaidoyer pour une extension de l'expérimentation « Territoire zéro chômeur de longue durée » (TZCLD) et accompagné le développement de nouveaux cadres légaux, les « activités valorisées », qui favorisent le pouvoir d'agir de personnes très éloignées de l'emploi. ■



TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

Toujours très engagé dans le collectif Ensemble contre la traite des êtres humains, le Secours Catholique-Caritas France a coordonné la rédaction d'un numéro du *Document épiscopat* pour sensibiliser les membres de l'Église catholique aux réalités de la traite. L'année 2019 a été celle de l'adoption d'un deuxième plan national de lutte contre la traite que nous appelons de nos vœux. Nous restons mobilisés pour demander que lui soient alloués les moyens humains et financiers nécessaires. ■



JUSTICE ET PRISON

2019 a été l'aboutissement d'un long processus d'enquête et d'analyse mené à l'initiative du Secours Catholique-Caritas France et de Caritas Allemagne pendant deux ans dans les prisons de dix pays d'Europe. En nous appuyant sur les conclusions de cette enquête, nous avons sensibilisé le Conseil de l'Europe et le Dicastère pour le service du développement humain intégral (Vatican) à notre plaidoyer pour une autonomisation des détenus. Avec plusieurs recommandations : préserver leur dignité et leur permettre de révéler leurs capacités ; renforcer leurs liens avec la société civile ; promouvoir des peines alternatives à la prison. ■

SOLIDARITÉS FAMILIALES



Le développement du réseau de Maisons des familles, mené en partenariat avec les Apprentis d'Auteuil, a été au cœur de l'activité du département « Solidarités familiales » du Secours Catholique en 2019. Un cadre de référence définissant les objectifs, les missions et les valeurs de ces maisons a été élaboré, ainsi qu'un travail de réflexion avec la Caisse nationale des allocations familiales pour en assurer la pérennité. Nous avons par ailleurs poursuivi notre plaidoyer sur le droit aux vacances et, au vu de l'augmentation du nombre de seniors dans nos centres d'accueil, nous avons mené une enquête pour définir des actions qui leur permettraient de sortir de l'isolement et de la précarité. ■

FAVORISER LA RECONNAIS- SANCE DES SA- VOIRS DE TOUS

LES PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ ou d'exclusion connaissent mieux que quiconque les réalités qu'elles vivent au quotidien et les besoins qui sont les leurs. Leur expertise, encore trop peu reconnue, et leur participation aux décisions qui les concernent sont fondamentales pour réussir la transformation sociale à laquelle le Secours Catholique-Caritas France aspire. C'est pourquoi chacune de nos actions et de nos opérations de plaidoyer, que ce soit en France ou à l'étranger, s'appuie sur les savoirs de tous, à commencer par ceux des personnes ou des populations que nous accompagnons. Ainsi, notre CAN créé en 2018 se compose pour un tiers de personnes ayant l'expérience de la précarité. Il s'est réuni deux fois en 2019, dont une journée entière avec les membres de notre conseil d'administration (voir p. 51). Ce sont également des personnes vivant ou ayant vécu dans la pauvreté qui nourrissent notre réflexion en prêtant leur plume à notre revue *L'Apostrophe*, dont deux nouveaux numéros sont parus en 2019. Et ce sont elles aussi qui ont participé à la recherche « Comprendre les dimensions de la pauvreté » menée en partenariat avec ATD Quart Monde. C'est enfin auprès des peuples autochtones d'Asie et d'Amérique latine, eux qui ont su préserver au mieux l'environnement naturel dans lequel ils vivent, que nous sommes allés enquêter pour nous inspirer de leurs savoirs ancestraux et de leurs pratiques.



ELODIE PERRIOT / SCSF

AVEC LES SAVOIRS DE TOUS EN FRANCE

L'ÉCRITURE COMME INSTRUMENT DU POUVOIR D'AGIR

Conscient que l'écriture participe du pouvoir d'agir des personnes en situation d'exclusion ou de grande précarité, le Secours Catholique-Caritas France a lancé des formations nationales à l'animation d'ateliers d'écriture. Ces formations, de même que le succès de notre revue *L'Apostrophe*, ont permis l'essaimage de ce type d'ani-

mation. À Marseille, Roubaix, Paris, Créteil et Quimper, en Normandie, en Savoie et en Picardie, se créent quantité de groupes d'écriture, soit autant de lieux hors des préjugés, où chacun peut s'ouvrir à la créativité par les mots, l'image et même l'expression corporelle lors des lectures. Avec une seule consigne : être dans l'écoute et le lien.

Si la publication n'est pas la finalité première de ces ateliers d'écriture, les groupes peuvent soumettre des textes ou être sollicités pour réfléchir à un thème retenu par *L'Apostrophe*. Les contributions sont validées et réparties dans les diverses rubriques par le comité éditorial de la revue, lequel est également composé de personnes ayant l'expérience de la précarité, puis relus et validés par les groupes qui en sont les auteurs.

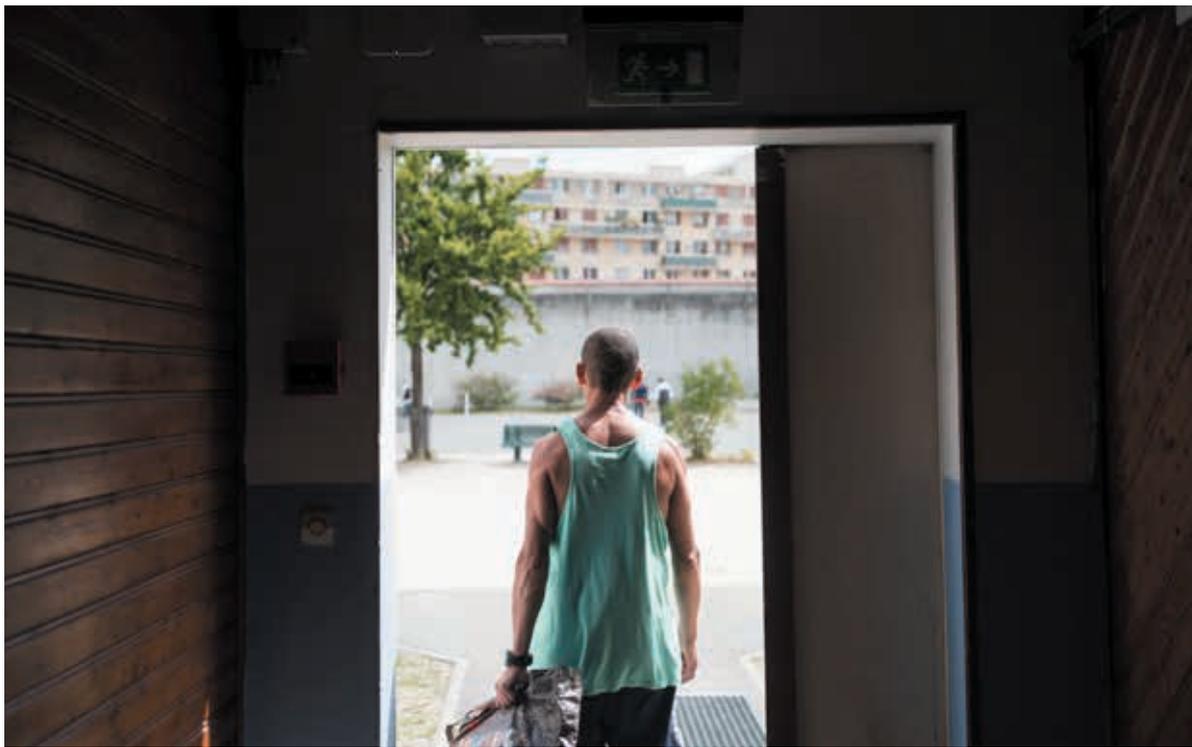


PROJET EN DÉLÉGATION

À QUIMPER, le groupe d'écriture a créé les Écrivales en 2019. À deux reprises pendant l'été, les participants se sont réunis en dehors du café solidaire du Secours Catholique pour s'accorder un temps plus long d'échange et d'écriture. Les Écrivales permettent d'aller de l'expression orale à l'écrit, puis de revenir à l'oral grâce à la lecture du texte final. « *Lorsque l'écriture permet de rencontrer l'autre, de partager des idées, de porter des regards sur la société, de communiquer à l'extérieur du groupe, alors elle devient un acte citoyen, un acte politique* », confie Solen, co-animatrice des Écrivales et coresponsable de *L'Apostrophe*. ■

UNE NOUVELLE ÉTAPE POUR LE RÉSEAU DES MAISONS DES FAMILLES

Le concept de « Maisons des familles » a été créé il y a une dizaine d'années à Grenoble dans l'intention d'offrir à des familles en situation de précarité un lieu d'accueil libre et gratuit, avec cuisine, salon et salle de jeux, véritable « chez-soi » où passer des moments d'écoute, de partage et d'entraide. Aujourd'hui, il en existe 17 sur l'ensemble du territoire, dont l'une a été ouverte à Toulouse en 2019. Qu'elles soient gérées en propre par



XAVIER SCHWEBEL / SCCF

Le Secours Catholique-Caritas France ou en partenariat avec les Apprentis d'Auteuil, toutes se veulent des lieux privilégiés pour valoriser, partager, enrichir les expériences parentales et créer des alliances éducatives.

L'élaboration d'un cadre de référence définissant les objectifs, les missions et les valeurs de ces maisons a été lancée cette même année, ainsi qu'un travail de réflexion avec la Caisse nationale des allocations familiales pour assurer leur pérennité.



PROJET EN DÉLÉGATION

« J'AI DES DROITS, ENTENDS-MOI »

En 2019, l'année du trentième anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant de l'ONU, le Défenseur des droits lançait une grande Concertation nationale : « J'ai des droits, entends-moi », à laquelle 2 200 enfants ont contribué grâce à l'implication de 50 associations. Parmi elles, la délégation du Secours Catholique-Caritas France des Côtes-d'Armor qui a permis de faire entendre la parole des plus précaires : des enfants qui sont amenés à fréquenter avec leurs parents l'accueil de jour « L'escalier des familles » et le lieu d'hébergement le « Pause toit ». Une occasion pour eux de s'exprimer sur les situations de pauvreté qu'ils vivent, sur les droits qui ne leur sont pas acquis, et de donner leur avis sur les questions qui les concernent. Et pour les bénévoles de ces accueils, de proposer aux parents une animation sur les droits de leurs enfants. ■

PLAIDOYER EUROPÉEN POUR L'AUTONOMISATION DES DÉTENUS

2019 a été l'aboutissement d'un long processus d'enquête et d'analyse mené à l'initiative du Secours Catholique-Caritas France et de Caritas Allemagne pendant deux ans dans les prisons de dix pays d'Europe. Cette étude a démontré que le besoin d'autodétermination des personnes détenues et sous contrôle judiciaire est un dénominateur commun récurrent, transculturel, nonobstant les différences entre les systèmes pénaux de ces États. Elle conforte également les conclusions d'autres recherches selon lesquelles l'autoresponsabilité et l'autodétermination s'avèrent beaucoup plus efficaces que la contrainte utilisée traditionnellement dans les prisons, qu'elles peuvent s'appliquer sans compromettre les objectifs du système pénitentiaire et favorisent la réussite de la réinsertion future. Nous fondant sur tous ces éléments, et nous appuyant sur les règles pénitentiaires européennes (RPE) qui constituent notre cadre de droit

commun, nous sensibilisons le Conseil de l'Europe et le Dicastère pour le service du développement humain intégral dans le cadre d'un plaidoyer auprès des pouvoirs publics, des institutions pénitentiaires et des organismes de services sociaux concernés. Les trois principales recommandations sont les suivantes : soutenir les détenus pour préserver leur dignité humaine et leur permettre de révéler leurs capacités ; renforcer les liens avec la société civile pour que les détenus puissent s'impliquer dans la vie de la collectivité ; promouvoir des peines alternatives à la prison qui sont d'un bien meilleur soutien à la réinsertion.

UN DESSIN ANIMÉ COMME SUPPORT DE PLAIDOYER

Pour que des personnes détenues puissent retrouver un rôle positif dans la société, il faut qu'elles soient en capacité de réaliser des choix et de prendre des responsabilités. C'est tout le message du dessin animé que le Secours Catholique-Caritas France a présenté en 2019, mettant en scène les conclusions de son enquête menée dans les prisons de dix pays européens. Réalisé par Paul Dandrel, ce court-métrage, muet pour être compris dans tous les pays, met en scène Ghinion, un antihéros qui, recherchant sa place dans la vie, est tenté de contourner les obstacles au risque d'enfreindre les règles. Rattrapé par la justice et incarcéré, il perd lentement tout espoir dans lui-même et dans les autres. Il rencontre bientôt des bénévoles qui l'aident à se reprendre en main et à se forger ses propres outils d'autonomie par l'autodétermination.

PARTENARIAT AVEC LES SERVICES D'ÉGLISE AGISSANT EN MILIEU CARCÉRAL

Les 7 et 8 novembre 2019, le Dicastère pour le service du développement humain intégral organisait une rencontre à Rome avec une quarantaine de membres du réseau mondial des aumôniers de prison, prisons dans lesquelles sont incarcérées 11 millions de personnes de par le monde. Le Secours Catholique-Caritas France participait à cette rencontre. L'occasion pour nous de présenter le résultat de l'enquête menée dans dix prisons d'Europe, de projeter le dessin animé qui en a été tiré et de faire connaître notre plaidoyer en faveur de mesures favorisant l'autodétermination des détenus. « On ne peut parler d'un règlement de la dette à l'égard de la société dans une prison sans fenêtre. Il n'y a pas de peine humaine sans horizon. Personne ne peut changer

de vie sans voir d'horizon. » C'est en ces termes que le pape s'est adressé aux participants lors d'une longue intervention qui pourrait être l'ébauche d'une encyclique que nous appelons de nos vœux.

RAPPORT STATISTIQUE SUR LA PAUVRETÉ, NOTAMMENT CELLE DES MIGRANTS

Le « Rapport statistique sur l'état de la pauvreté en France » du Secours Catholique-Caritas France fait référence depuis plusieurs dizaines d'années. Remis aux responsables politiques et aux médias à l'occasion de sa parution le 7 novembre 2019, il appuie ses constats et analyses sur l'observation de plus de 72 000 situations et des 1 347 500 personnes accueillies en 2018 par nos équipes partout en France. Pour cette nouvelle édition, qui met en évidence une augmentation dans nos accueils du nombre de personnes sans-papiers de plus en plus précaires, nous avons choisi de compléter notre étude par une analyse de la situation des migrants en France et dans le monde, et d'éclairer ces constats par le biais de contributions de nos partenaires des pays de départ et de transit des migrants, ainsi que de propositions pour un accès à une vie digne pour ces personnes.



STEVEN WASSENAAR / SCCF

COMPRENDRE LES DIMENSIONS DE LA PAUVRETÉ

Alors que la pauvreté est multidimensionnelle, aujourd'hui encore, elle est le plus souvent mesurée uniquement sur la base de son aspect financier. Partant de ce constat, le mouvement ATD Quart-Monde et l'université d'Oxford ont entrepris une recherche participative sur six pays (Bangladesh, Bolivie, États-Unis, France, Royaume-Uni et Tanzanie), qui a permis de dégager huit dimensions de la pauvreté, en se basant sur la vie des personnes qui en souffrent. Le Secours Catholique-Caritas France a participé à ce rapport, et plus particulièrement à la recherche concernant la France, en partenariat avec le mouvement ATD Quart-Monde, l'association des Centres socioculturels des trois cités à Poitiers et l'Institut catholique de Paris. L'équipe était composée à parts égales de personnes ayant l'expérience de la pauvreté, de professionnels agissant auprès des personnes en situation de précarité, et de chercheurs apportant leur savoir académique. Le rapport France a été publié en octobre 2019 alors que le rapport complet l'a été en mai, à l'occasion d'un colloque à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Il a été remis à la délégation interministérielle de lutte contre la pauvreté et à la

ministre de la Transition écologique et solidaire. Il participe en effet d'un plaidoyer pour la création de nouveaux indicateurs de pauvreté qui permettrait l'élaboration de meilleures politiques aux niveaux national et international.

LE PLAIDOYER VERT DES YOUNG CARITAS DE GUYANE

Il y a quatre ans, les délégations ultramarines du Secours Catholique-Caritas France lançaient le « Défi jeunes outre-mer » en vue de développer des actions de plaidoyer locales et nationales avec les jeunes de Young Caritas. C'est lors d'un des séminaires de formation organisés dans ce cadre que les jeunes de Guyane ont choisi leur thème de plaidoyer pour 2019. Sous le mot d'ordre « S'engager ensemble vert », la démarche s'est déroulée en trois temps. Premièrement, diffusion d'un questionnaire pour évaluer le comportement des personnes face à l'environnement et leur capacité à agir. Deuxièmement, lancement d'un concours vidéo pour permettre à la population d'exprimer sa vision de la problématique environnementale. Et enfin, mise en place d'une opération de terrain, menée en partenariat avec des personnes accompagnées par le Relais drogue solidarité, et consistant à nettoyer la plage dite des « Chaînes brisées ». ■



STEVEN WASSenaar / SCCF

L'ABSURDITÉ DU RÈGLEMENT DUBLIN EN RÉCITS ET DESSINS

Le règlement dit « Dublin » exige que les demandes d'asile des personnes exilées soient traitées dans l'État membre de l'Union européenne par lequel elles sont entrées. Conséquence : de nombreuses personnes désireuses de rester en France, mais empêchées d'y demander l'asile, vivent des mois durant dans une grande précarité administrative, sociale et psychologique. Paru le 24 septembre 2019, le rapport dessiné « Exilés, dublinés, maltraités » relate ces situations dramatiques en vue de démontrer l'absurdité du système. Il a été réalisé par le Secours Catholique-Caritas France en collaboration avec une dizaine de personnes en procédure Dublin (ou l'ayant été) et la dessinatrice Camille Ulrich. Cet outil d'interpellation de l'opinion publique comme des autorités a été envoyé à 150 députés ainsi qu'aux élus français du Parlement européen auxquels il fournit des arguments et recommandations en faveur d'une réforme de l'application de ce règlement. ■

AVEC LES SAVOIRS DE TOUS DANS LE MONDE



UNE ÉTUDE INÉDITE SUR LES SAVOIRS ANCESTRAUX D'ASIE ET D'AMÉRIQUE LATINE

À travers ses partenaires en Asie et en Amérique latine, le Secours Catholique-Caritas France œuvre depuis de nombreuses années à la défense des droits des communautés autochtones. C'est au Forum social panamazonien (Fospa) de 2017 qu'a germé l'idée d'une étude conjointe sur l'implication de ces peuples dans la gestion durable des territoires et ressources. Réalisée en 2019, elle a pour but de nourrir la réflexion sur nos pratiques d'accompagnement et de contribuer au plaidoyer international que nous menons sur la question du changement climatique, notamment au sein de l'alliance Climate Land Ambition and Rights Alliance (Clara). Entre juillet et octobre, deux équipes accompagnées par nos partenaires locaux se sont rendues dans plusieurs communautés indigènes du Pérou, de Bolivie, du Vietnam, du Myanmar, d'Inde et du Bangladesh, en vue d'identifier des pratiques inspirantes pour mener la transition écologique. Les données rapportées sont particulièrement riches. Elles confortent nos intuitions mais laissent aussi apparaître des tensions liées aux bouleversements du monde et à l'attrait pour la ville des jeunes générations. L'étude sera finalisée en 2020. Elle a déjà permis de renforcer nos liens avec nos partenaires et d'approfondir avec eux notre connaissance des communautés que nous défendons.

AUTONOMISATION RÉUSSIE DES CARITAS AFRICAINES

L'année 2019 marque la fin de la deuxième phase d'un ambitieux programme de Développement institutionnel et de renforcement organisationnel (Diro). Lancé en 2011 par le Secours Catholique-Caritas France avec le soutien de l'AFD, celui-ci vise à rendre les Caritas africaines plus autonomes et performantes dans leur lutte contre la pauvreté. Il a déjà été mené avec succès auprès de 14 des 46 membres que compte Caritas Africa. Le bilan réalisé en 2019 montre en effet qu'elles se sont professionnalisées, travaillent davantage en réseau, sont plus efficaces dans leur lutte contre la pauvreté, et que le réseau a gagné en notoriété sur les plans régional et international. Les Caritas africaines sont aujourd'hui au centre de ce programme, qui est à leur service. Demain, elles en deviendront les pilotes. Ce transfert vers Caritas Africa est en effet le principal enjeu de la troisième phase de notre programme Diro. Elle s'étalera sur trois ans et portera sur 18 Caritas, dont 4 nouvelles (2 anglophones et 2 lusophones). L'objectif est l'autonomie de toutes les Caritas africaines, autonomie tant stratégique (capacité à s'autodéterminer, à définir ses propres missions et priorités) que financière, avec la capacité de lever leurs propres fonds. ■

CE QUI SE VIT DANS LES ÉQUIPES

AU JARDIN PARTAGÉ DE BELLEVILLE-EN-BEAUJOLAIS



Matin de juin dans un des jardins solidaires créés par le Secours Catholique du Rhône : une bande de terre riche en alluvions située entre zone commerciale et rivière. Des jardiniers du lieu sont réunis pour une formation en permaculture. « *Nous habitons en HLM, témoigne l'un d'eux, Tahar, qui est originaire d'Oran. Alors le jardin, c'est l'occasion de travailler en plein air. Ça fait du bien. Je viens deux ou trois fois par semaine après le boulot.* »

CAUSERIE À LA MAISON ARC-EN-CIEL DE GIVORS



C'est à Givors, une ville marquée par la désindustrialisation, au sud de Lyon, que se trouve la Maison arc-en-ciel du Secours Catholique. Un toit de tuiles rouges et quatre murs entourés d'un jardin où, aux beaux jours, on cultive des légumes. La maison ne paie pas de mine, mais l'atmosphère y est chaleureuse et familiale. « *Je viens ici tous les mardis discuter, prendre un café, aider à préparer le repas,* raconte Hayat, femme algérienne célibataire et sans enfant. *On rencontre des gens différents. On fait aussi des sorties ensemble.* »

LA TOURNÉE DE RUE DE JEUNES BÉNÉVOLES D'ANGERS



Trois fois par semaine, des étudiants d'Angers vont à la rencontre des personnes sans abri lors de « tournées de rue » organisées par le Secours Catholique. Ce soir-là, leur parcours croise Olivier, Yann, Jean-Baptiste, Joao qui s'apprentent à passer la nuit dehors et à qui ils viennent apporter un peu de chaleur. « *Ces jeunes donnent de leur temps, font l'effort de venir à notre rencontre, se réjouit Jean-Baptiste. On rigole. Ça fait du bien.* »

« CARITAS EXPRESS » À LA RÉUNION



Ils sont 45 jeunes engagés à avoir relevé le défi de la « Caritas Express » : une course d'orientation à La Réunion. Originaires de l'île ou venus de Maurice, de Madagascar et de métropole, ils ont parcouru 218 kilomètres en trois jours, à pied et en bus, avec pour seul objectif : mieux se connaître et mieux connaître les différentes cultures, religions et modes de vie qui cohabitent sur l'île.

PAROLE ET SPIRITUALITÉ AVEC LES MARCHEURS D'ANTONY



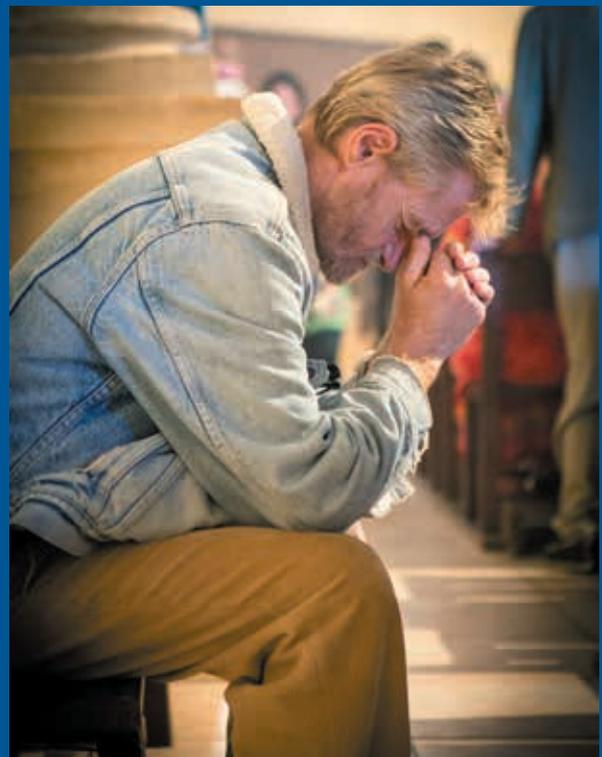
Régulièrement, des personnes fréquentant l'accueil d'Antony, dans les Hauts-de-Seine, viennent parcourir une vingtaine de kilomètres en forêt, dans la perspective, peut-être, de se lancer un jour sur le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle. Ces balades en elles-mêmes sont un pas franchi hors du quotidien : « Ça vide la tête de tous les soucis qu'on peut avoir, constate Ève. Où dormir, où manger, les tracasseries de la vie courante. »

INTERCULTURALITÉ RÉUSSIE EN FRANCHE-COMTÉ

De nombreux citoyens de Franche-Comté sont allés au-devant de réfugiés, que ce soit dans le cadre de l'opération « Couloir humanitaire », d'un parrainage de bienvenue, d'un accueil ou de cours de français... À l'occasion de la sortie du Rapport statistique du Secours Catholique, ils sont venus immortaliser par un *selfie* le bonheur qu'ils y ont trouvé. Tous partagent un même constat : « C'est une grande ouverture d'esprit pour moi, mais aussi pour toute ma famille. »

FRATERNITÉ, SPIRITUALITÉ ET CONVIVIALITÉ À COTIGNAC, DANS LE VAR

« On va vous donner notre météo du jour », lancent depuis la scène les membres du groupe Place et Parole des personnes en situation de précarité en Provence verte. Plus connu sous le nom de 5PV, les membres de ce groupe se retrouvent tous les mois, à l'initiative de la délégation du Secours Catholique du Var, pour vivre un temps de partage autour de la parole de Dieu et parler de leur vie, de leurs espoirs, ainsi que des bonnes et moins bonnes nouvelles.



PERMETTRE L'ACCÈS AUX DROITS FONDAMENTAUX

DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES DÉJÀ, le Secours Catholique-Caritas France a infléchi ses actions, ses aides et ses formations dans une logique d'accompagnement systématique aux droits fondamentaux des personnes les plus vulnérables, un enjeu majeur de transformation sociale. C'est cette même priorité qui a inspiré nos actions de plaidoyer menées en 2019 et notre participation à des consultations organisées par le gouvernement : garantir à tous un revenu minimum décent et sans contrepartie, un logement sain et pérenne, des solutions d'accès à l'emploi. Nous ne nous contentons pas d'interpeller le gouvernement sur ces sujets, nous faisons notre part, en soutenant le projet TZCLD et en imaginant de nouvelles formes d'activité, des « activités valorisées », pour permettre à des personnes très éloignées de l'emploi d'être de nouveau en capacité d'agir. Nous faisons notre part pour trouver des solutions de logement aux personnes sans domicile fixe par l'intermédiaire de notre AIS, et également avec le Réseau éco habitat, pour aider à la rénovation des passoires thermiques dans lesquelles logent tant de personnes en situation de précarité. Nous faisons de même dans le reste du monde en mettant nos partenaires en réseau pour contribuer à faire en sorte que les droits des migrants soient respectés dans les pays de transit et d'arrivée, de même que leur accès aux « services de base », ainsi que les pays signataires du pacte de Marrakech s'y sont engagés. Nous poursuivons enfin nos actions de longue date pour défendre le droit à la terre des populations autochtones d'Asie et d'Amérique, pour le maintien de la paix en Colombie et pour l'alternance démocratique en Afrique.



C. HARGOUES / SCDF

ACCÉDER À « SES DROITS » EN FRANCE

POUR UN ACCÈS À L'EMPLOI

METTRE LA PERSONNE AU CENTRE DU SERVICE PUBLIC DE L'INSERTION

L'un des projets de réforme annoncés par le gouvernement en septembre 2018 concerne le Service public de l'insertion (SPI). Celui-ci est né du constat de fortes inégalités entre les départements en matière d'accompagnement vers l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées. Il se fixe comme objectif d'orienter la personne allocataire vers une solution d'accompagnement sous un mois. Pour ce faire, un contrat a été passé en juin 2019 entre l'État et les conseils départementaux traditionnellement compétents pour le service de l'insertion. Si le principe d'une prise en charge rapide de la personne est bon, le Secours Catholique-Caritas France et le collectif Alerte insistent sur la nécessité pour le SPI de s'adapter au rythme de chacun. Il faut distinguer les délais d'orientation qui doivent être fortement raccourcis, et les délais de mise en place de l'accompagnement qui peuvent être plus longs si l'on prend le parti d'associer les personnes à l'élaboration de leur projet. Comme

pour le RUA, nous refusons la logique de conditionnalité des droits au profit d'un accompagnement personnalisé et bienveillant, mettant au centre la personne, ses capacités et son projet. Nous préconisons l'idée d'un « référent de parcours » qui fasse le lien entre les différents acteurs de l'insertion et s'assure que la personne ne décroche pas. Et nous rappelons par ailleurs la nécessité de prendre également en compte tous les autres problèmes que peut rencontrer la personne : logement, santé, surendettement.

LES ACTIVITÉS VALORISÉES POUR FAVORISER LE RETOUR À L'EMPLOI

Au-delà des actions d'accompagnement vers et dans l'emploi au sein des délégations, nous nous sommes fortement mobilisés pour contribuer à la stratégie de lutte contre la pauvreté. La réflexion sur les « activités valorisées » qui a commencé en 2017, sous l'impulsion de délégations du Secours Catholique-Caritas France cherchant à identifier un cadre juridique pour des activités proposées à des personnes très éloignées de l'emploi, s'est poursuivie. Menée avec plusieurs délégations et partenaires, elle a abouti à la définition de

sept cadres possibles qui ont été présentés à 23 délégations intéressées en mars 2019. L'objectif est de définir les formes d'activité qui contribuent le plus au retour à l'emploi et au développement de la capacité d'action des personnes, et de relire et évaluer des expériences menées depuis de nombreuses années, comme les Ateliers des jeunes à Épinal. Six projets sont en cours d'expérimentation, parmi lesquels un système d'échange avec monnaie complémentaire de type « accorderie » en Franche-Comté, une coopérative éphémère dans les Charentes, un système d'évaluation des compétences à travers les métiers de la Cité Saint-Pierre, le Compte d'engagement citoyen pour un collectif de demandeurs d'emploi à Paris, ou encore la création d'organismes d'accueil communautaires et d'activités solidaires (Oacas) en partenariat avec d'autres acteurs dans les Côtes-d'Armor et à Lille.

POUR UNE EXTENSION DU PROJET TZCLD

L'enjeu de l'année 2019, pour l'expérimentation TZCLD que le Secours Catholique-Caritas France accompagne avec ATD Quart Monde depuis sa création, était celui de son élargissement à de nouveaux territoires et de sa prolongation dans les dix territoires habilités, dans lesquels elle a permis la création de 11 entreprises et de 742 emplois. Le 18 juin, nous avons participé à la manifestation organisée par l'association TZCLD, dont nous sommes fondateurs, afin d'interpeller les pouvoirs publics sur la nécessité de poursuivre ce programme ainsi qu'Emmanuel Macron l'avait annoncé lors de la présentation de sa stratégie de lutte contre la pauvreté.



PROJET EN DÉLÉGATION

« PERMIS DE RÉUSSIR » POUR LES JEUNES

Dans les territoires ruraux ou périphériques, comme ici à Saint-Chamond, une commune de 35 000 habitants proche de Saint-Étienne, la mobilité est un levier important d'accès à l'emploi, mais aussi à une vie sociale et culturelle. La délégation du Secours Catholique-Caritas France de la Loire le sait bien, elle qui est déjà très investie dans des actions de transports solidaires. Et c'est pour aider des jeunes en recherche d'emploi qu'elle a lancé en février 2019 ce projet de conduite supervisée, mené en partenariat avec la mission locale du Gier Pilat. Les jeunes candidats, qui doivent avoir déjà été formés 20 heures en auto-école, sont encadrés par des bénévoles rebaptisés « parrains » ou « marraines » de conduite, et cela jusqu'au permis, sur le modèle de la conduite accompagnée. « *Je me considère comme un parent qui serait en conduite accompagnée avec son enfant, explique l'une des marraines. Pas de double pédale, juste un rétro supplémentaire pour la visibilité !* »

Mais en 2019, l'Inspection générale des affaires sociales (Igas), chargée d'évaluer cette expérience en termes économiques, préconisait qu'avant toute extension temporelle ou géographique, les objectifs et les modalités pratiques de cette action soient ajustés afin qu'elle se rapproche du principe initial de neutralité économique. Le Secours Catholique a de son côté contribué à la rédaction d'un contre-rapport présenté à la ministre du Travail. L'enjeu était d'évaluer le retour sur investissement pour les territoires, non seulement en termes financiers, mais aussi de bien-être des personnes et de dynamisation des espaces. Nous suivons par ailleurs, avec un cabinet de conseil en psychosociologie du travail, la manière dont ces nouvelles entreprises inventent de nouvelles manières de travailler, de vivre le rapport hiérarchique, le dialogue social et la coopération.

LA MOBILITÉ COMME LEVIER D'ACCÈS À L'EMPLOI

La capacité de se déplacer librement, surtout en région, est un important levier d'accès à l'emploi, mais aussi à une vie familiale et sociale. Pour accompagner les millions de personnes « précaires de la mobilité » que compte la France aujourd'hui, le Secours Catholique-Caritas France aide à l'achat d'une voiture grâce au



microcrédit, dont la principale finalité est aujourd'hui la mobilité. Nous avons également continué à œuvrer au sein de la fédération Solidarauto dont le réseau compte désormais huit garages sur l'ensemble du territoire, dont deux ont été ouverts à Nice et au Puy-en-Velay en 2019. Grâce à ce réseau, la fédération Solidarauto a aidé 3 500 familles à résoudre leurs problèmes de mobilité (réparation, location ou vente de voiture), et cela de façon durable, les niveaux de remboursement des microcrédits personnels étant très bas. Son action d'innovation et de recherche nous permet d'ancrer notre plaidoyer national sur l'accès à la mobilité pour tous et sur la transition écologique comme enjeu de justice sociale. D'autres solutions de mobilité s'inventent dans certaines de nos délégations : des actions « taxi solidaire » ou, comme en 2019 en Aquitaine, des accords de « prestations solidaires » passés avec des concessionnaires Renault.

POUR UN REVENU DIGNE PLAIDOYER POUR UN REVENU MINIMUM GARANTI SANS CONTREPARTIE

C'est pour 2019 qu'était prévu le déploiement de la stratégie de lutte contre la pauvreté annoncée par le gouvernement fin 2018. Très attendue, celle-ci tarde à produire ses effets, d'autres mesures comme la réforme de l'allocation chômage ayant plutôt aggravé les inégalités et risquant de faire plonger des centaines de milliers de personnes vers les minima sociaux. Face à la logique d'économie du gouvernement qui entraîne une moindre protection des personnes, le Secours Catholique-Caritas France s'est engagé dans le cadre du collectif Pour une protection sociale solidaire¹ et du collectif Alerte. Avec ce dernier, nous participons à la Concertation nationale qui a commencé le 1^{er} septembre 2019, portant notamment sur la création du RUA en vue d'uniformiser les différents minima sociaux : RSA, AAH, Aspa, ASS²... (sauf l'ADA³). Avec Alerte, nous défendons l'idée d'un revenu minimum garanti correspondant à peu près à 50 % du niveau du revenu médian, soit 857 €, le montant actuel du RSA (565 €) ne permettant pas de sortir de

1 Collectif créé en 2018 avec le Secours Catholique-Caritas France, Aequitaz, la Fédération des centres sociaux et socio-culturels de France et le Réseau des accorderies de France.

2 Revenu de solidarité active, allocation aux adultes handicapés, allocation de solidarité aux personnes âgées, allocation de solidarité spécifique.

3 Allocation pour demandeur d'asile.

l'extrême pauvreté ni de vivre décemment. Nous nous opposons à ce qu'il soit soumis à des contreparties en termes d'obligation de démarches d'insertion ou de recherche d'emploi, tous les rapports sur la pauvreté montrant que plus les personnes sont protégées, plus elles sont capables de se projeter dans l'avenir. Nous demandons également que le RUA soit élargi aux jeunes de moins de 25 ans qui ne sont ni étudiants ni en activité, et que les étrangers puissent en bénéficier plus rapidement qu'aujourd'hui. Nous préconisons en parallèle un meilleur accompagnement des personnes et une politique de droit au travail fondée sur le principe que chacun est employable, comme le démontre l'expérience des TZCLD.

RÉFLEXION SUR L'ACCUEIL ET LE DROIT À DES REVENUS DIGNES DES SENIORS

C'est une constante depuis des années : les seniors sont de plus en plus présents dans les accueils du Secours Catholique-Caritas France. Isolés pour certains, touchant de très petites retraites, que la réforme de la contribution sociale généralisée (CSG) a contribué à rogner encore un peu pour d'autres, ils ont été nombreux à exprimer leur désarroi lors des débats organisés par le Secours Catholique-Caritas France dans le contexte des Gilets jaunes. Pour mieux répondre à cette précarisation grandissante des seniors, nous avons réalisé une enquête en 2019, en nous fixant deux objectifs : repérer les délégations qui ont développé des actions à l'attention des personnes âgées ou à dimension intergénérationnelle, mettre en commun leurs pratiques, leurs questions, et construire avec elles un cadre de référence qui puisse être utile à nos équipes. Un travail qui va dans le sens du plaidoyer que nous menons avec l'association Mona-Lisa pour lutter contre l'isolement des seniors et pour défendre des minimums retraite leur permettant de vivre dignement.

POUR UN LOGEMENT SAIN POUR TOUS UNE AGENCE IMMOBILIÈRE SOCIALE COCONSTRuite AVEC LES PERSONNES MAL LOGÉES

Créée en 2018 par le Secours Catholique-Caritas France pour lutter contre le mal-logement, l'AIS entamait en 2019 sa montée en charge. Une dizaine de ménages ont été identifiés par les délégations françaises comme pouvant bénéficier du dispositif, et

“ C'EST UNE CONSTANTE DEPUIS
DES ANNÉES : LES SENIORS SONT DE PLUS
EN PLUS PRÉSENTS DANS LES ACCUEILS
DU SECOURS CATHOLIQUE. ”



STEVEN WASSENAAR / SCCF

trois d'entre eux ont trouvé un toit pérenne, l'un dans le 8^e arrondissement de Paris et les deux autres dans les Hauts-de-Seine. Pour ce faire, l'agence, composée de professionnels du travail social et de la gestion immobilière, s'est rapprochée de propriétaires disposant d'un logement vacant et susceptibles d'accepter d'adapter le niveau de loyer aux revenus des ménages. L'agence bénéficie du soutien des autres structures du réseau Caritas ainsi que des dons de grands donateurs.

Son objectif est de proposer le logement le plus adapté aux ménages, c'est pourquoi la mobilisation se fait en partant de leurs besoins. Ainsi, dès que le propriétaire d'un bien y correspondant est identifié, l'agence prend le relais, depuis la présentation du dispositif au propriétaire jusqu'à l'entrée dans les lieux du locataire.

RÉFLEXION AUTOUR DE L'HÉBERGEMENT CITOYEN

Le Secours Catholique-Caritas France s'était engagé en 2017 dans l'opération « Couloirs humanitaires » qui visait à organiser, *via* les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères, l'accueil par des collectifs bénévoles de familles particulièrement vulnérables réfugiées au Liban. Cette opération touchant à son terme, nous avons cherché à en tirer les enseignements et publié en mai 2019 un rapport à partir de l'analyse faite par les personnes accueillies comme par les collectifs d'accueillants.

Nous avons poursuivi cette réflexion sur l'hébergement citoyen en partenariat avec le Service jésuite des réfugiés (JRS), la Conférence des évêques de France (CEF) et la Fédération de l'entraide protestante (FEP). L'objectif est d'organiser des journées régionales visant à mettre les acteurs en réseau, à établir des points de repère, de vigilance, et les grands principes à respecter, et d'élaborer des outils et plaidoyers communs.

PLAIDOYER ET OUTILS SUR LA DOMICILIATION

La domiciliation est un service que les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale (CCAS/Cias) se doivent de proposer aux personnes qui ont un lien avec leur commune et qui ne jouissent pas d'une adresse stable à laquelle recevoir les courriers nécessaires, entre autres, à l'obtention de leurs droits. Mais dans les faits, certains CCAS/Cias ne remplissent pas cette obligation, par manque de moyens ou de volonté politique. Le Secours Catholique-Caritas France, dans le cadre d'un plaidoyer mené avec la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), Dom'Asile, Emmaüs France, Aides et Rom'Europe, a donc demandé que la loi de finance, votée en 2020, prévoie une ligne dédiée au financement de la domiciliation dans les CCAS/Cias. Nous avons par ailleurs réalisé en 2019 un guide sur la domiciliation à l'attention de nos équipes qui

proposent une domiciliation à des personnes qui en sont privées illégalement ou qui ne présentent pas de lien avec une commune. Véritable boîte à outils, il comporte des repères juridiques, des fiches pratiques, un support de formation et notre positionnement sur la question. Il rappelle également que la domiciliation au Secours Catholique est un service non seulement de courrier mais aussi de rencontre et d'accompagnement dans l'accès aux droits.

RÉNOVATION DES PASSOIRES THERMIQUES

En amont de la mise en place du dispositif « Ma prim renov », annoncé pour le 1^{er} janvier 2020, et en lien avec l'initiative « Rénovons ! » qui regroupe les acteurs en faveur de la rénovation énergétique des logements, comme la fondation Abbé-Pierre ou le Cler-Réseau pour la transition énergétique, le Secours Catholique-Caritas France a mené un plaidoyer en 2019 pour rappeler l'impact écologique du mal-logement et le coût de l'énergie dans le budget des ménages modestes. Les bâtiments représentant 20 % des émissions de gaz à effet de serre et l'énergie étant le deuxième facteur d'impayés pour lequel l'aide du Secours Catholique est sollicitée, il y a urgence à rénover les passoires thermiques. Il s'agit d'un enjeu, non seulement de santé et de confort pour les personnes qui y habitent, mais aussi économique. Sachant que 80 % des personnes en situation de précarité énergétique sont des locataires, nous demandons que les mesures d'incitation s'accompagnent de mesures contraignantes. Nous préconisons ainsi l'interdiction de louer des logements dont l'efficacité thermique est classée F et G, et l'instauration d'incitations fiscales et d'aides financières, avec reste à charge zéro pour les propriétaires les plus pauvres.

SIGNATURE D'UN CONTRAT « IMPACT SOCIAL » AVEC LE RÉSEAU ÉCO HABITAT

Si le Secours Catholique-Caritas France en appelle à la puissance publique pour mener la rénovation de toutes les passoires thermiques, il en est aussi un acteur. Il s'est engagé dans un contrat tripartite dit « à impact social » avec l'État (*via* l'Agence nationale de l'habitat – ANAH) et le Réseau éco habitat. L'État s'engage à rembourser le Réseau éco habitat du coût de l'accompagnement social des ménages si le ré-

seau remplit les objectifs du contrat : 200 rénovations de logements de ménages en situation de précarité dans les Hauts-de-France d'ici 2024. Pour notre part, nous avançons une partie de la somme au Réseau éco habitat et identifions, *via* nos délégations, les ménages éligibles qui seront accompagnés par nos bénévoles. Négociée en 2019, la convention devrait être signée en 2020 en présence du ministre du Logement. L'enjeu, au-delà des 200 rénovations, est de montrer qu'à condition de mettre les moyens suffisants, notamment en limitant le reste à charge et en assurant un accompagnement social, il est possible de mener à bien la rénovation des passoires thermiques de propriétaires très modestes, notamment en milieu rural. Actuellement, les aides existantes ne sont pas mobilisées faute de lien de confiance entre les familles, les institutions et les entreprises. L'objectif de ces contrats à impact social est de mener des projets expérimentaux en vue d'un essaimage si l'expérience est concluante.

PLAIDOYER POUR LE RESPECT ET L'EFFECTIVITÉ D'UN ACCUEIL INCONDITIONNEL

« En finir avec les situations inhumaines d'errance et de campements en France », tel est l'intitulé et l'enjeu du manifeste lancé en juin 2019 par plus d'une centaine d'associations, de fédérations et de collectifs citoyens, dont le Secours Catholique-

Caritas France fait partie. Pointant du doigt notamment la circulaire d'État qui demande aux services intégrés d'accueil et d'orientation départementaux (Siao) de communiquer à l'Office

français de l'immigration et de l'Intégration (Ofii) des informations sur la situation administrative des personnes accueillies, faisant craindre un recul de leur droit à l'hébergement d'urgence, les cosignataires dénoncent des violations du principe d'inconditionnalité de l'accueil et ses conséquences : une augmentation alarmante du nombre de personnes, de femmes, de familles et de mineurs non accompagnés, vivant à la rue, dans des squats, des bidonvilles ou des campements dans des conditions sanitaires et sociales indignes. Face à la dégradation des politiques d'accueil et d'hébergement, les cosignataires demandent une réponse forte, nationale, interministérielle (santé, logement, intérieur) et des mesures immédiates, en lien avec les collectivités locales.

“ L'ÉNERGIE EST LE DEUXIÈME FACTEUR D'IMPAYÉS POUR LEQUEL L'AIDE DU SECOURS CATHOLIQUE EST SOLLICITÉE. ”



CHRISTOPHE HARGOUËS / SCCC

POUR UNE ALIMENTATION SAINES

PLAIDOYER POUR UN ACCÈS DIGNE À L'ALIMENTATION

En 2019, l'accès digne à l'alimentation a été au cœur de la mobilisation du Secours Catholique-Caritas France. Un an après la loi Egalim sur la restauration collective, nous avons exigé, avec d'autres organisations de solidarité, environnementales ou représentantes du monde agricole, une alimentation durable dans les cantines scolaires, les établissements de santé, les entreprises, etc.

Avec la fondation Nicolas-Hulot, nous avons proposé une prime à l'investissement pour accompagner ces évolutions. Avec la plate-forme « Pour une autre PAC », dont nous sommes devenus membre en 2019, nous avons travaillé et porté un plaidoyer pour la construction de systèmes alimentaires plus inclusifs. Enfin, nous avons insisté sur les contours d'un accès digne à l'alimentation mettant les personnes en situation de précarité au centre des actions ; cela s'est fait à l'occasion de plusieurs interventions dans des débats et rencontres nationales : débat sur les recommandations politiques en termes d'alimentation portées par le Réseau action climat, intervention sur le lien entre santé et précarité alimentaire lors de la rencontre de la Fabrique des territoires, rencontre sur les tiers-lieux alimentaires solidaires avec les Jardins de Cocagne...

POUR LES DROITS DES PERSONNES MIGRANTES

DÉFENSE COORDONNÉE DES MIGRANTS AUX FRONTIÈRES INTÉRIEURES DE L'EUROPE

Les violations assez systématiques des droits des exilés constatées à la frontière franco-italienne ont poussé plusieurs associations, dont le Secours Catholique-Caritas France, à unir leur action en créant le groupe Coordination des acteurs aux frontières intérieures (Cafi). C'était en 2017. Depuis, au vu du durcissement des politiques européenne et française d'immigration et de l'aggravation de la situation aux frontières, la Cafi a élargi son action à tout le littoral franco-britannique et élaboré un premier état des lieux à la frontière franco-espagnole. Les situations observées sur le terrain ont amené le groupe à demander la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la question des violations des droits fondamentaux des personnes migrantes aux frontières intérieures de la France. À cet effet, une lettre ouverte aux députés a été publiée le 29 septembre 2019. Elle a été le point de départ d'une mobilisation publique qui a pris réellement son envol à l'occasion d'une action interassociative menée aux trois frontières intérieures le 4 décembre 2019 et de la conférence de presse qu'ont donnée le même jour, à Paris, les présidents des associations membres de la Cafi.

RÉFLEXION ET PLAIDOYER SUR L'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS

Mobilisant près de 3 000 bénévoles, l'apprentissage du français (ADF) est la première activité d'accompagnement des personnes migrantes du Secours Catholique-Caritas France, avec des pratiques très variées d'une équipe à l'autre comme l'a révélé l'état des lieux réalisé entre 2016 et 2018. Un travail national pour coconstruire notre vision de l'ADF, en y développant la dimension plaidoyer et le partenariat interassociatif, a été entamé en 2019.

Parallèlement à ce travail de réflexion en interne, et dans le cadre du collectif Le Français pour tous qui réunit la Cimade, le réseau Radya, la Fédération des centres sociaux, Germae et la Fasti, nous portons un plaidoyer en faveur d'une autre politique de l'apprentissage du français, défini comme un moyen favorisant l'autonomie, les échanges, la participation à la vie sociale, etc. En prévision des élections municipales de 2020, le collectif a lancé un travail de diagnostic local – dans un premier temps

à Paris et à Poitiers –, afin d'évaluer les besoins non couverts. Après plusieurs rencontres régionales, une semaine de mobilisation nationale a eu lieu en décembre 2019 en vue de demander aux élus locaux de mettre en place les propositions du collectif.

POUR LE DROIT À LA PROTECTION DES VICTIMES DE LA TRAITE

COMPRENDRE POUR AGIR CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

Avec la commission Justice et Paix, Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur et plusieurs autres associations et institutions, le Secours Catholique-Caritas France a coordonné la rédaction d'un numéro de *Document épiscopal* : « Exploitation et traite des êtres humains. Comprendre pour Agir ». Diffusé dans les diocèses et les paroisses, ce cahier invite à réfléchir aux multiples formes de traite (travail forcé, obligation de mendier, contrainte à commettre des délits, esclavage domestique, prostitution, mariage forcé...), à identifier les acteurs et à agir tant par l'accompagnement que par le plaidoyer. Sa publication en octobre 2019 a donné lieu à une rencontre à la Maison des évêques de France. Les participants ont été impressionnés par les témoignages des personnes victimes et des membres des associations et des institutions qui les accompagnent, analysent ces phénomènes de traite et recherchent des solutions.

ANALYSE DU DEUXIÈME PLAN NATIONAL DE LUTTE CONTRE LA TRAITE

Cela faisait trois ans que le Secours Catholique-Caritas France, *via* le collectif Ensemble contre la traite des êtres humains dont il est coordinateur, appelait de ses vœux l'adoption d'un deuxième plan d'action national contre la traite des êtres humains. Celui-ci a été annoncé le 18 octobre 2019, lors de la Journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains.

Ce plan 2019-2021 constitue une avancée en cela qu'il reconnaît l'existence de la traite en France et tient compte de toutes les formes qu'elle peut prendre. Nous déplorons toutefois que l'absence de calendrier précis et le manque de budget mettent en péril la mise en œuvre de mesures qui vont pourtant dans le bon sens, comme la mise à l'abri des mineurs victimes de traite. Nous poursuivons donc notre plaidoyer et demandons les moyens humains et financiers nécessaires, notamment pour créer un véritable mécanisme d'accueil, d'identification

DES DROITS RÉTABLIS

C'EST GAGNÉ POUR UNE BAISSÉ DES TAXES SUR LES TITRES DE SÉJOUR !

Dès qu'a été lancé le projet de loi Collomb début 2018, le Secours Catholique-Caritas France a mené un plaidoyer d'envergure pour obtenir une baisse des taxes sur les titres de séjour des étrangers. De très nombreuses délégations ont sollicité leurs députés en ce sens et les ont invités à venir se rendre compte, sur le terrain, de la réalité vécue par les personnes migrantes. Cette première mobilisation a abouti au printemps 2019 à l'engagement de Stella Dupont, députée LREM du Maine-et-Loire, à travers un rapport parlementaire spécifique auquel nous avons abondamment contribué, et à la création d'une commission *ad hoc*, de janvier à mars, dans le cadre de laquelle nous avons été auditionnés. Elle s'est poursuivie à l'automne par des rendez-vous entre Véronique Fayet et des personnes clés comme le directeur de cabinet du Premier ministre, le président du groupe LREM à l'Assemblée et le président de la Commission des finances. Il faudra attendre le tout début 2020 pour que cette conjonction dans la durée d'actions et de plaidoyer donne enfin des résultats positifs. Le plan de loi finance 2020 entérine en effet une baisse globale des taxes sur les cartes de séjour. Un vrai succès dans un contexte général de régression en matière de conditions d'accueil des étrangers.

VICTOIRE DES ASSOCIATIONS ET DEMANDEURS D'ASILE SUR L'OFII

Dans l'intention de fluidifier la prise de rendez-vous des demandeurs d'asile dans les préfectures d'Ile-de-France, l'Ofii avait mis en place une plate-forme téléphonique multilingue début 2018. Constatant que seulement 22 % des demandeurs parvenaient à contacter un agent dès le premier appel, plusieurs associations dont le Secours Catholique-Caritas France ont saisi le tribunal administratif en février 2019, obtenant que l'Ofii soit tenu d'augmenter le nombre d'agents de la plate-forme. Malgré ce renfort, le système continue à poser problème (nécessité d'avoir un téléphone, temps d'attente interminable et coûteux, impossibilité de prendre rendez-vous), empêchant les personnes d'obtenir le récépissé indispensable pour être en règle sur le territoire et effectuer une demande d'asile. Avec des associations comme la Cimade, le Gisti, JRS France, Utopia 56... et 23 demandeurs d'asile, nous avons déposé un recours au tribunal administratif. Dans son ordonnance du 26 novembre, le tribunal a constaté l'obstacle au dépôt de demande d'asile que constitue cette plate-forme. Il a enjoint à l'Ofii d'enregistrer ces demandes dans un délai de dix jours et de mettre en place une gratuité des appels, et au préfet de police d'augmenter les possibilités de prise de rendez-vous.

et d'accompagnement des victimes, favoriser de vrais parcours de sortie et un accès aux droits égal pour toutes les victimes, renforcer la formation et développer des actions de prévention.

LES AUTRES DROITS

L'ACCÈS AUX VACANCES POUR TOUS, UNE URGENCE SOCIALE

Aujourd'hui encore, un Français sur deux, dont 3 millions d'enfants, ne part pas en vacances. Or les vacances jouent un rôle majeur dans la qualité de vie, les relations familiales... Elles sont créatrices de lien social, favorisent un sentiment d'appartenance et en cela constituent un véritable levier de développement pour les individus. Fort de cette conviction, le Secours Catholique-Caritas France

mobilise chaque année ses fonds propres, les aides des caisses d'allocation familiales et la dotation de l'Agence nationale pour les Chèques-Vacances (d'un montant de 461 500 € en 2019) pour offrir des vacances à plus d'un millier de familles et d'adultes isolés. Mais cela ne saurait suffire à rendre effectif le droit aux vacances pour tous. C'est tout le sens du plaidoyer que nous menons avec une trentaine d'associations dans le cadre du collectif Vacances, ensemble faisons vivre la solidarité ! qui a débouché le 21 juin 2019 sur une rencontre à l'Assemblée nationale avec Christelle Dubos, secrétaire d'État auprès de la ministre des Solidarités et de la Santé. Intitulée « L'accès aux vacances pour tous, une urgence sociale », cette rencontre a permis de débattre des enjeux et des réponses politiques à apporter. ■

ACCÉDER À « SES DROITS » DANS LE MONDE

DROITS DES MIGRANTS

PLAIDOYER EN FAVEUR D'UN CADRE JURIDIQUE POUR LES MIGRANTS ENVIRONNEMENTAUX

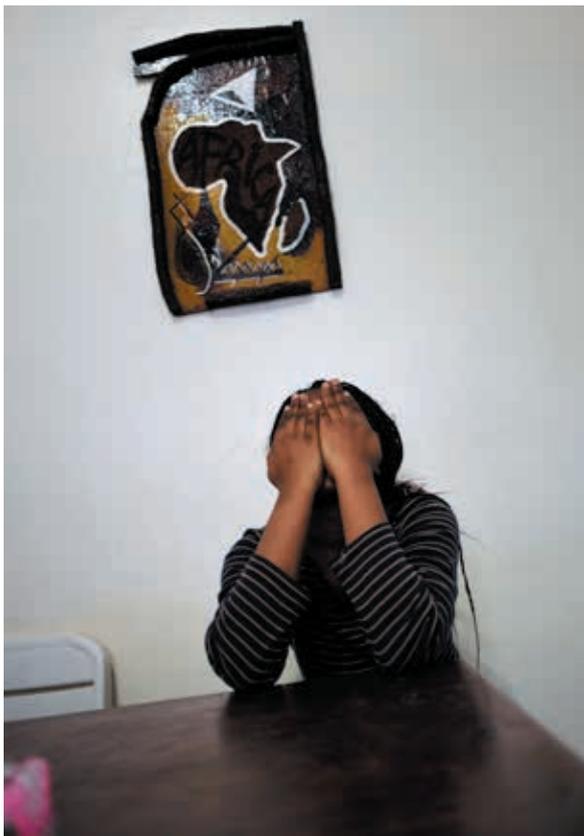
Le Secours Catholique-Caritas France se positionne depuis plusieurs années en faveur d'un droit à migrer et d'un accès effectif aux droits fondamentaux des personnes migrantes tout au long de leur parcours, avec une attention toute particulière accordée aux personnes ne faisant pas l'objet d'une protection adéquate, comme c'est le cas aujourd'hui des migrants environnementaux. Contraints à quitter leur pays de façon temporaire ou durable en raison de la montée des eaux, de la baisse de la production agricole due à la salinisation des terres, à des sécheresses, ou encore à des dégradations environnementales causées par l'industrie extractiviste, ces migrants n'entrent dans aucun cadre légal permettant d'assurer leur protection. En cohérence avec l'alerte lancée par le pape François dans son encyclique *Laudato si'*, nous avons mené un travail d'enquête d'un an et demi pour en savoir plus sur le contexte dans lequel ces populations quittent leur lieu de vie. Terminée fin 2019, cette étude a abouti à une note d'analyse et de positionnement parue début 2020 qui s'appuie sur l'expertise de chercheurs, d'élus et d'autres ONG, mais aussi et surtout

sur l'expérience de nos partenaires internationaux et de notre réseau national. Nous y réaffirmons nos postulats concernant la préservation de l'environnement, la protection des personnes vulnérables, et plaidons pour que les droits fondamentaux des migrants environnementaux soient respectés.

NOUVELLE ÉTAPE DU PROGRAMME RÉGIONAL POUR LA MOBILITÉ HUMAINE

C'est dans le contexte des tragédies vécues par des millions de migrants de part et d'autre de la Méditerranée, ainsi que de l'appel renouvelé du pape François à « *accueillir, protéger, promouvoir et intégrer*¹ » ces personnes, qu'a pris racine la nouvelle phase du Programme régional pour la mobilité humaine (PRMH) dont la gestion administrative et financière a été confiée au Secours Catholique-Caritas France. Resserré sur la période 2019-2020, ce programme s'inscrit dans la continuité du travail mené entre les Caritas d'Europe et d'Afrique depuis plus de trois ans afin d'accompagner les migrants et de favoriser leur accès aux droits tout au long de leur parcours. Ce travail est accompli, côté Afrique, avec les Caritas Mauritanie, Maroc, Algérie et Tunisie et, côté Europe, avec le Secours Catholique et les

1 Le 27 mai 2019, à l'occasion de la Journée mondiale du migrant et du réfugié.



FRANÇOIS RAMEL / SCOF

Caritas Espagne, Italie et Allemagne. Pour mener à bien notre mission, nous avons recruté une coordinatrice chargée de redéfinir les contours du programme en fonction des réalités vécues sur le terrain. Nous assurons également un travail de veille sur l'évolution des législations dans les pays de transit et d'arrivée, ainsi que de plaider et de recherche. En 2019, nous avons lancé une étude sur les mineurs non accompagnés guinéens, qui constituent la majorité des mineurs non accompagnés accueillis par de nombreuses Caritas membres du programme, afin de comprendre les enjeux de leur migration. Elle a été l'occasion pour notre pôle Moyen-Orient et Afrique du Nord ainsi que pour nos équipes France de croiser leur expertise sur ces sujets.

POUR UN MEILLEUR ACCÈS AUX DROITS ET SERVICES DES MIGRANTS AU MAROC

Le Maroc, carrefour incontournable sur les routes de l'exil en direction de l'Europe, a lancé en 2013 une Stratégie nationale d'immigration et d'asile (SNIA) qui a permis de régulariser de nombreuses personnes et contribué à améliorer leur accès aux services publics du pays. Mais parce qu'elle s'adresse en prio-

rité aux migrants statutaires et désireux de s'intégrer, cette nouvelle stratégie rend encore plus criante la précarité des personnes en transit, établies dans des habitats de fortune le long de la frontière et dans les villes. Ces dernières sont soutenues dans le cadre du projet « Soutien à l'intégration, liaison et accompagnement » (Sila) financé par le Secours Catholique-Caritas France. Lancé le 1^{er} janvier 2019 pour une période de deux ans, il s'inscrit dans la continuité du travail de terrain mené depuis quinze ans par la Caritas Maroc. Il vise à couvrir les besoins élémentaires des personnes établies dans les zones frontières et à faciliter leur accès aux services publics. Pour ce faire, les partenaires travaillant pour la promotion des droits des migrants dans les différentes régions sont renforcés dans leurs compétences afin d'inscrire leur accompagnement dans la durée. Une attention particulière est portée à la protection des mineurs étrangers non accompagnés présents sur le territoire.

DROIT À LA PAIX ET À LA DÉMOCRATIE VERS L'AUTONOMISATION DU COLLECTIF TOURNONS LA PAGE

Lancé en 2014, le collectif Tournons la page est un mouvement citoyen international, coordonné par le Secours Catholique-Caritas France et composé de près de 250 structures en Afrique et en Europe. Son action repose sur la mobilisation citoyenne non violente, le plaidoyer institutionnel et la sensibilisation des populations et des pouvoirs publics aux enjeux de la bonne gouvernance démocratique et du respect des libertés individuelles. L'année 2019 a été décisive pour la pérennisation du collectif. Désireux de se structurer afin d'agir de façon plus coordonnée et pas uniquement autour des élections, celui-ci s'est constitué en mouvement. Sa première assemblée générale internationale s'est tenue en juillet 2019, au Niger, avec 50 représentants issus de 13 pays d'Afrique et d'Europe. Cette même année, la coalition européenne ainsi que les dix coalitions nationales africaines ont également organisé leur assemblée générale et développé chacune un plan d'action local et international. Tournons la page, en partenariat avec Agir ensemble pour les droits de l'homme, a bénéficié d'un financement de Voice (ministère néerlandais des Affaires étrangères) qui servira à la protection des militants et au soutien de ceux qui sont emprisonnés, ainsi que de leur famille. En outre, Tournons la page a été partie prenante du sommet de haut niveau sur la limitation des mandats organisé par le National Democratic Institute, lors duquel le président du Niger a indiqué qu'il quitterait le pouvoir



XAVIER SCHWABEL / SCF

au bout de deux mandats. Quelques mois plus tard, c'est en Côte d'Ivoire qu'une même annonce a été faite, démontrant la pertinence et l'efficacité des actions de Tournons la page sur le terrain. Le Secours Catholique accompagnera dans les années à venir la prise d'autonomie du mouvement tout en restant proche de ce dernier et garant de sa protection.

UNE APPROCHE DANS LA DURÉE POUR LA PAIX EN COLOMBIE

Le Secours Catholique-Caritas France plaide et agit depuis des années pour la paix en Colombie, notamment au sein du réseau France-Colombie Solidarité qui regroupe une quinzaine d'organisations françaises. La constance et la cohérence de cet engagement nous ont valu en 2019 d'être désignés chef de file d'un projet pluri-acteurs, qui sera présenté à l'AFD en 2020. Ce projet a pour objectif de construire la paix à partir des communautés rurales de Colombie en y promouvant une culture politique du dialogue, et de la consolider dans le temps en créant un partenariat durable entre la France et la Colombie. En octobre 2019, nous avons organisé un premier atelier sur place pour coconstruire le programme avec toutes les parties, et notamment les représentants des communautés autochtones et afro-colombiennes. Cette mission nous a donné l'occa-

sion d'une visite dans le département du Chocó, au nord-ouest du pays, une zone particulièrement touchée par les violences à l'égard des leaders de la société civile. L'ambassadeur de France en Colombie nous a accompagnés pendant ces deux jours, ce qui nous a permis de faire connaître le travail de nos partenaires, un travail rendu possible grâce à un engagement sur la durée, et leurs initiatives pour résoudre les problèmes structurels à l'origine du conflit : inégalités, non-respect du droit foncier et accaparement de terres, cultures illicites...

Cette même année 2019, nous avons encouragé deux de nos partenaires colombiens qui travaillent, pour l'un au niveau national et pour l'autre dans le bassin du fleuve Magdalena, sur une même démarche de transition vers des modèles alternatifs de participation citoyenne et de développement.

DROIT À LA TERRE ENTRÉE EN SCÈNE DE LA GUYANE DANS LE PLAIDOYER AMAZONNIEN

La défense de la forêt amazonienne et des droits des populations autochtones qui y vivent est une des priorités de longue date du pôle Amérique latine et Caraïbes du Secours Catholique-Caritas

France. Saisissant la double opportunité du synode amazonien (octobre 2019) et de la préparation du Fospa prévu en 2020, nous avons facilité les liens entre notre délégation de Guyane française et ces deux dynamiques. Ce rapprochement s'est amorcé concrètement lors d'une mission en Guyane, en début d'année, qui rassemblait des membres de notre conseil d'administration, du pôle Amérique latine et Caraïbes et de notre partenaire le Réseau ecclésial panamazonien (Repam). Reçue par l'évêque et le député de Guyane ainsi que par des représentants des populations amérindiennes et bushinengués, cette mission avait pour ambition de rassembler les différentes communautés pour qu'elles s'expriment sur leurs défis communs, leurs espoirs et leurs propositions. La participation de la délégation de Guyane au synode qui se tenait du 6 au 27 octobre à Rome a permis de faire entendre la voix de la France dans notre plaidoyer contre les industries extractivistes, notamment celui que nous menons avec le collectif Or de question, pour appeler à l'abandon définitif des projets miniers en cours en Guyane. Ce rapprochement renforce la cohérence de nos actions en France et à l'international et va nous permettre d'enrichir nos pratiques d'accompagnement des populations autochtones de ces régions.

FINANCE CITOYENNE ET DURABLE

LA PROMESSE DES DÉPUTÉS EUROPÉENS DE RÉSISTER AU LOBBY FINANCIER

Les leçons du krach financier de 2008 ont été vite oubliées. Dix ans plus tard, rien ou presque n'a changé dans le système financier. Les règles pour en limiter les risques ont été abandonnées, retardées ou édulcorées, sous la pression des 1 700 lobbyistes qui défendent les intérêts des banques, des fonds d'investissement et des compagnies d'assurances au mépris de l'intérêt général. En vue de remettre la finance au service des citoyens, le Secours Catholique-Caritas France avait fait des propositions de réforme dans le cadre du rapport « Mettre la finance au service de l'intérêt général » publié en 2018. En 2019, à l'occasion des élections au Parlement européen, nous avons poursuivi notre plaidoyer en faisant campagne avec la coalition Change Finance pour que les candidats s'engagent à résister au lobby financier afin de bâtir un système financier stable, juste et durable. Ceux-ci étaient invités à signer une lettre par laquelle ils s'engageaient à limiter les interactions avec les lobbyistes

financiers, à renforcer la présence d'autres points de vue sur les réformes financières et à appliquer des règles strictes en matière de conflits d'intérêts dans toutes les institutions de l'Union européenne. Au total, 500 candidats ont signé cette lettre, dont 78 qui siègent actuellement au Parlement européen. Le collectif veillera à ce que ces promesses soient respectées.

LETTRE OUVERTE À CHRISTINE LAGARDE POUR « VERDIR » LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

Le 28 novembre 2019, le Secours Catholique-Caritas France cosignait, avec 102 experts français et européens et 61 organisations, parmi lesquelles le Réseau action climat, la CFDT ou la fondation Nicolas-Hulot, une lettre ouverte à Christine Lagarde publiée dans six quotidiens européens. La nouvelle présidente de la Banque centrale européenne (BCE) y était exhortée à prendre, dès son entrée en fonction, des actions concrètes pour lutter contre les changements climatiques. L'invitant à dépasser l'opposition de certains membres du directoire de la BCE, les signataires rappelaient à Christine Lagarde les mesures à prendre : éliminer progressivement les actifs fortement polluants des portefeuilles, désinvestir des actifs liés au charbon et utiliser des critères climatiques pour évaluer les actifs éligibles aux opérations monétaires. En tant qu'institution européenne, la BCE est légalement tenue de respecter l'accord de Paris sur le climat, était-il rappelé. La lettre encourageait également les eurodéputés à envoyer un message clair en ce sens dès la première audition parlementaire de la présidente. Message qui a été entendu : Christine Lagarde, à la suite d'une rencontre avec les organisations à l'initiative de la lettre, a annoncé aux eurodéputés que la révision du mandat de la BCE prendrait en compte ces questions, et que la société civile serait consultée. ■

UNE CAMPAGNE POUR CHANGER DE REGARD SUR LES MIGRANTS

En septembre 2017, le pape donnait le coup d'envoi d'une campagne internationale sur les migrations intitulée « Partager le chemin ». Le Secours Catholique-Caritas France, ses équipes et ses partenaires des pays de départ et de transit des migrants ont parcouru ensemble ce « chemin » à la rencontre de l'autre. Une démarche qui nous a permis de mieux comprendre les phénomènes migratoires dans leur dimension mondiale.

AXE 1 : LES OBSTACLES AUX MIGRATIONS CRÉÉS PAR L'UNION EUROPÉENNE

Les obstacles à l'exercice du droit d'asile en Europe sont le règlement Dublin, qui empêche les personnes de demander l'asile dans le pays européen de leur choix, et la politique d'externalisation de l'accueil en dehors des frontières de l'Union. Les élections européennes de 2019 nous ont donné l'occasion de dénoncer ces politiques de mise à distance des personnes migrantes et de porter nos messages auprès des candidats, du grand public et au sein de notre réseau.

UN KIT POUR INFORMER DES ENJEUX

Un « kit d'information et d'animation » a été élaboré avec nos partenaires au Niger et au Maroc, ainsi qu'avec des personnes exilées et des étudiants de Sciences Po. Il était composé de notes de positionnement par rapport au règlement Dublin et aux politiques d'externalisation, de vidéos liées aux élections européennes et de fiches d'animation.

LA CAMPAGNE « STOP DUBLIN ! »

Pour alerter le grand public sur la violence que constitue le règlement Dublin pour les personnes exilées, le Secours Catholique, en tant que membre de la Coordination française du droit d'asile (CFDA), s'est associé à la campagne européenne « Stop

Dublin ! ». Son objectif : sensibiliser les électeurs et interpeller les futurs députés européens pour qu'ils s'engagent à renoncer à l'application de ce règlement. Avec, en point d'orgue de cette campagne, la mobilisation lancée le 25 mai sur les réseaux sociaux, à la veille des élections européennes.

LE RAPPORT « EXILÉS, DUBLINÉS, MALTRAITÉS »

Entre rapport et récit, ce document témoigne des conséquences du règlement Dublin sur la vie des personnes migrantes en France. Il a fait l'objet d'une conférence de presse le 24 septembre.

AXE 2 : LA PROTECTION DES MINEURS NON ACCOMPAGNÉS

Alors que le droit international impose aux États de protéger les enfants et adolescents, une part importante de mineurs isolés vit des parcours d'exil impitoyables, sans que les pays par lesquels ils transitent leur apportent leur protection. La situation est telle en France que le Secours Catholique a créé en 2019 un groupe de travail national dédié aux mineurs non accompagnés. Compte tenu des enjeux, non seulement de politique migratoire mais, plus encore, de protection de l'enfance, le groupe est piloté par les départements « Accueil et droits des étrangers » et « Solidarités familiales ».

LES TEMPS FORTS DES TROIS ANNÉES DE CAMPAGNE



« PARTAGER LE CHEMIN » EN NOUVELLE-AQUITAINE

Dans le cadre des rencontres apprenantes organisées entre les équipes France et les partenaires internationaux du Secours Catholique, la Nouvelle-Aquitaine recevait quatre membres de la Caritas Maroc en 2019. Pendant une semaine, les quatre invités marocains des délégations de la région ont fait partie de la caravane composée d'une quinzaine de personnes migrantes, de bénévoles, de salariés de la délégation... qui a sillonné la région à la rencontre des équipes locales du Secours Catholique, mais aussi d'autres associations qui accueillent et accompagnent des migrants. Cours de français, parrainages, séjours découverte à la campagne... les participants de la caravane ont pu glaner en chemin toutes sortes d'idées, de pratiques, d'expériences et de moments de bonheur.

MOBILISATION CONTRE UN DÉCRET PRÉJUDICIALE AUX MINEURS NON ACCOMPAGNÉS

Engagés ensemble dès les premières discussions sur le projet de loi Asile et Immigration, le Secours Catholique, l'Unicef, la Cimade, Médecins du monde et Médecins sans frontières se sont opposés au projet de décret autorisant le fichage des mineurs non accompagnés. Un fichage à d'autres fins que la protection de ces jeunes peut en effet permettre aux préfetures de les éloigner du territoire sans que le juge des enfants ait pu statuer sur leur situation, ce qui constitue une grave atteinte à leurs droits fondamentaux.

PLAIDOYER POUR L'INTERDICTION DES TESTS OSSEUX

Avec l'ensemble des organisations œuvrant pour les mineurs non accompagnés, auxquelles se sont joints le Défenseur des droits, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) et d'autres entités du monde médical, le Secours Catholique s'est élevé contre le recours à des tests osseux pour évaluer la minorité des mineurs sollicitant une protection. Ces tests n'étant pas fiables et constituant une atteinte à la protection et aux droits des mineurs vulnérables, nous avons demandé leur interdiction totale et soutenu la question prioritaire de constitutionnalité (QPC) lancée par Médecins du monde.

AXE 3 : L'ACCÈS EFFECTIF AUX SERVICES DE BASE POUR TOUTE PERSONNE MIGRANTE

La garantie d'un « accès aux services de base pour les migrants » est l'un des objectifs du Pacte mondial migrations adopté à l'ONU fin 2018. Le texte s'abstient toutefois de définir le champ de ces « services de base », laissant place à l'interprétation de chaque État. C'est pourquoi le Secours Catholique s'est engagé à suivre la mise en œuvre du pacte par les États. Nos délégations ont été invitées à s'associer à une démarche de mobilisation citoyenne visant à s'interroger sur ce

que devraient être ces « services de base » et sur leur réel accès pour les personnes migrantes en France.

AXE 4 : LA SENSIBILISATION ET LE CHANGEMENT DE REGARD SUR LES PERSONNES MIGRANTES

La montée des peurs, voire des phénomènes de rejet à l'égard des personnes exilées s'observe même au sein de la communauté chrétienne. En collaboration avec le CCFD-Terre solidaire, le Service national de la pastorale des migrants et JRS-France, le Secours Catholique a cherché à comprendre les raisons et les ressorts de ce repli sur soi, dans le but d'appréhender la question des migrations de façon sereine et dépassionnée.

UN GUIDE POUR AMORCER UN CHANGEMENT DE REGARD

Le guide pédagogique *Migrants. Inviter à un changement de regard* a été construit sur la base des conclusions de l'étude réalisée avec More in Common et l'Ifop, qui regroupe les catholiques en fonction de leurs perceptions, de leurs attitudes et de leur niveau d'engagement vis-à-vis des migrants. Des messages ont été élaborés pour répondre aux interrogations et craintes de chaque public.

MISE EN AVANT DE LA THÉMATIQUE « MIGRANTS » DANS NOTRE RAPPORT STATISTIQUE

En 2019, le Secours Catholique a choisi d'axer son rapport statistique sur la thématique « migrants ». Grâce aux données et contributions de nos partenaires des pays de départ ou de transit des migrants, ce rapport propose une précieuse radiographie de leur situation en France et dans le monde.

CAMPAGNE GRAND PUBLIC #ICIETVIVANT

C'est sur les réseaux sociaux, à l'occasion de la Journée mondiale du migrant et du réfugié, qu'a été lancée la campagne grand public #IciEtVivant. (Voir également page 52). ■

DÉVELOPPER LES TERRITOIRES

LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES, qui a poursuivi son action en 2019, a mis en évidence de grandes inégalités entre les régions en termes culturels, démographies, sociaux, économiques et aussi d'infrastructures. Bien conscient de longue date de l'injustice sociale que constitue la marginalisation de certains territoires et des personnes les plus fragiles qui y vivent, le Secours Catholique-Caritas France privilégie le changement social local, qui constitue l'un des axes forts de son projet et de sa démarche. En 2019, nous avons commencé à voir se concrétiser les premières actions mises en œuvre un peu partout en France par nos équipes et les personnes qu'elles accompagnent. Des actions anciennes de notre association, comme l'aide matérielle, ont été réorientées de façon à s'inscrire dans le nécessaire développement des territoires. Épiceries solidaires, jardins partagés, boutiques solidaires s'ouvrent dans les départements comme autant de lieux permettant de recréer du lien social et de redonner aux personnes le pouvoir d'agir sur leur quotidien. Dans les régions du monde les plus pauvres, le développement des territoires passe par l'agroécologie, meilleure réponse possible aux changements climatiques et aux risques d'insécurité alimentaire qu'ils engendrent, mais aussi par l'économie sociale et solidaire. En 2019, nous avons poursuivi notre soutien à des projets qui favorisent cette transition écologique et économique, notamment dans les pays du Sahel et dans des régions très reculées d'Europe orientale.



GAEL MERBAOL / SCGF

ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES EN FRANCE

DES DÉMARCHES DE CHANGEMENT SOCIAL LOCAL

Renforcer les capacités des personnes et des groupes en situation de précarité à engager un changement social sur leur territoire, tel est le grand chantier lancé par le Secours Catholique-Caritas France en 2018. Tout au long de cette première année, des sessions « Animation pour le changement social local » (ACSL) ont eu lieu dans toute la France. Et dès le début 2019, les délégations formées à cette démarche ont commencé à repérer des territoires sur lesquels mettre en place cette pédagogie avec ceux qui y vivent. Ce peuvent être de nouveaux territoires sur lesquels nos équipes souhaitent s'engager et aller à la rencontre des personnes pour définir les actions à mener ensemble. Ou alors des territoires sur lesquels nous sommes déjà présents, avec des équipes ou groupes qui souhaitent faire évoluer leurs pratiques en repartant des besoins des personnes.

Dans les deux cas, la démarche part d'un diagnostic fouillé du territoire et de rencontres avec les personnes pour créer une mobilisation autour de l'idée de transformer la société. Il s'agit de commencer par de petits projets, imaginés par les personnes elles-mêmes, par exemple autour de l'éducation, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé, du logement... Le but à terme étant que ces projets prennent de l'ampleur et qu'ils amorcent une dynamique de territoire dans laquelle d'autres acteurs locaux, pas forcément issus du champ social, puissent s'impliquer à leur tour.

Pour soutenir ces démarches, en 2019, nous avons mis en place au niveau régional une coordination grâce à laquelle les délégations peuvent s'entraider, mutualiser des outils de formation ou de communication, ou repérer des acteurs déjà présents dans le champ du changement local. Et au niveau national, nous avons organisé deux forums pour donner aux délégations l'occasion de s'informer sur les expériences menées dans d'autres régions et d'échanger à plus vaste échelle.

LES BOUTIQUES COMME VECTEUR DE LIEN SOCIAL DANS LES TERRITOIRES

En 2019, le Secours Catholique-Caritas France a conclu un nouveau mécénat de compétences avec Orange pour réaliser le diagnostic de ses activités textiles. Celui-ci a fait apparaître que les boutiques solidaires représentent aujourd'hui l'essentiel de notre activité textile, soit 12 % de notre bénévolat, l'accueil de 1 million de personnes par an, près de 200 000 donateurs de vêtements, et un chiffre d'affaires de 4 M€. Notre politique a peu à peu changé sur ce secteur : tout d'abord orientée vers l'emploi, avec Tissons la

solidarité qui regroupe aujourd'hui 70 entreprises solidaires et chantiers d'insertion, elle s'oriente désormais davantage vers la création de boutiques solidaires, qui servent notre engagement à dynamiser les territoires. En effet, entre 2015 et 2018, 75 % des boutiques créées l'étaient dans des territoires ruraux où elles représentent des lieux de lien social. Ces créations se font, tout comme pour les garages et les épiceries solidaires, en partenariat avec des acteurs professionnels locaux qui assurent l'aspect technique et logistique, afin que nos bénévoles se concentrent sur l'animation sociale que permettent ces lieux.



PROJET EN DÉLÉGATION

LES INITIATIVES D'UN GROUPE DE MAMANS AUX CORNILLETES

La dynamique de changement social local a été lancée par la délégation du Loir-et-Cher, qui a choisi de s'investir sur un nouveau territoire : les Cornillettes, un quartier populaire de la ville de Blois. La proposition a rapidement trouvé un écho auprès d'un groupe de mamans rencontré dans le cadre du système d'aide aux devoirs par la mairie de Blois (projet de réussite éducative) fin 2018. Elles ont mis en place « Pause maman » qui est devenu « L'Oasis », un espace qu'elles voient comme un lieu de rencontre, de partage, de loisirs et de solidarité. Des premières actions voient le jour, tournées vers le quartier : chasse aux œufs, fabrication d'un « sapin de l'Avent », séance de maquillage avec les enfants à l'occasion d'Halloween... mais aussi organisation de la fête des voisins, d'un repas partagé pour Noël et le début des vacances, ou encore projet en lien avec les élections municipales. Le groupe réfléchit à d'autres projets plus ambitieux : une action de sensibilisation au harcèlement scolaire sous forme de saynètes jouées par les enfants ; la création d'une chorale d'enfants destinée à se produire et à tisser du lien social

dans les maisons de retraite ; l'organisation d'une brocante ; la participation au carnaval de Blois. Les mamans de ce groupe ont pu témoigner du chemin parcouru et de leurs envies au micro de RCF, mais aussi à la journée ACSL de la région, ainsi qu'à celle organisée au siège du Secours Catholique à Paris.

DÉCOUVERTE DU POUVOIR D'AGIR À NAILLOUX

C'est à Nailloux, petite ville rurale de Haute-Garonne, que s'est mise en place sur la durée une démarche de changement social local impulsée à partir de l'équipe du Secours Catholique de Villefranche-de-Lauragais, à 12 kilomètres. Des habitants de Nailloux fréquentaient l'accueil pour les aides financières ou matérielles diverses qu'il dispense. L'occasion pour l'animatrice et les bénévoles de les faire parler de leur ville et des problèmes qu'ils y rencontraient, histoire d'identifier les sujets et actions susceptibles de mobiliser. Au fil des rencontres et des échanges, un constat ressort : même s'il y a beaucoup d'associations sportives, elles ne sont pas accessibles aux familles rencontrées. « On voudrait des espaces pour faire des activités avec nos enfants et se

rencontrer. » Ce constat donne naissance à de premiers projets : des ateliers parents-enfants et un café partage pour les adultes.

Des contacts se nouent au fur et à mesure avec les autres acteurs locaux : la Maison des solidarités (MDS), une association culturelle, Les Sans/100 savoirs, qui propose des activités ouvertes à tous, une alliée d'ATD Quart Monde, la maire et la maison de services au public.

Les idées fusent et des envies se dessinent : créer un potager dans le quartier avec Les Incroyables comestibles, des ateliers bien-être et des manuels, ou encore une friperie, un lieu de vie... Certaines personnes ont envie de creuser des sujets comme la mobilité et les liens avec l'école, d'autres ont participé aux groupes de travail sur l'emploi et la mobilité du CCAS. Les personnes découvrent qu'elles sont capables de porter des initiatives pour améliorer leur quotidien. « Je suis allée voir la mairie, et le Secours Populaire, ils ont aussi une salle où je pourrais aller proposer des ateliers avec d'autres. » Et le regard que les institutions portent sur elles change. Elles ne sont plus vues uniquement comme des personnes ayant des problèmes, mais ayant également des idées. ■

DE L'AIDE ALIMENTAIRE AU DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

L'aide alimentaire reste en 2019 la première forme d'aide que les personnes en situation de précarité viennent chercher au Secours Catholique-Caritas France, ne serait-ce que sous forme de petits déjeuners servis dans nos accueils de jour. En cohérence avec notre plaidoyer de longue date en faveur d'un accès digne à l'alimentation, nous répondons à cette demande en développant de plus en plus d'épicerie solidaires et de jardins partagés (50 % des délégations en 2019). Des formes d'aide qui permettent, bien au-delà de la simple distribution, aux personnes de répondre à leurs propres besoins grâce à leurs compétences et savoirs. Ces projets s'inscrivent également dans une logique de coopération territoriale, puisqu'ils font notamment appel à des petits producteurs locaux. En 2019, nous avons également noué un partenariat avec l'association Vrac, dont l'objet est de développer les groupements d'achat dans les quartiers prioritaires des villes, notamment à Lyon, Strasbourg, Paris, Bordeaux et Toulouse. Ce



XAVIER SCHWEBEL / SCOF

projet innovant permet au plus grand nombre d'accéder à des produits de qualité issus de l'agriculture paysanne, biologique et équitable, et cela à des prix bas, grâce à la réduction des coûts intermédiaires (circuits courts) et superflus (limitation des emballages). Une façon de faire face à la précarité qui repose sur des dynamiques collectives et locales, et qui permet aux personnes d'accéder elles aussi à un mode de consommation durable qui implique un autre rapport à la santé et à l'image de soi. ■

ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES DANS LE MONDE

RÉINSTALLATION DES POPULATIONS DÉPLACÉES EN BIRMANIE

La guerre qui a opposé les groupes séparatistes du Kachin à l'armée régulière de Birmanie a causé le déplacement de 110 000 personnes, dont 90 000 vivent aujourd'hui encore dans des camps. Les années passant, ces populations sont devenues dépendantes d'une aide humanitaire qui se tarit, alors que tout ce qu'elles possédaient dans leurs villages d'origine, leurs champs, leurs outils, leur bétail, leurs maisons... est à l'abandon ou a été volé. Depuis peu, la relative stabilité politique qu'a rétablie un cessez-le-feu reconduit régulièrement a fait émerger une volonté forte de retour, pourtant très controversée pour des raisons de sécurité.

Notre partenaire est le premier à avoir accompagné la réinstallation de ces populations chez elles. La première phase du projet, qui s'est terminée en 2019,

concernait dix villages. Elle comprenait plusieurs volets : réhabilitation des maisons ou construction d'abris, relance de l'activité grâce à l'achat de machines agricoles et de semences, création de comités de villageois pour décider des orientations à prendre, et de groupes d'entraide fonctionnant sur le principe de la tontine. Fin 2019, ce sont 500 foyers qui ont repris le cours de leur vie. La prochaine phase du projet devrait leur permettre de retrouver également leur indépendance économique.

DÉVELOPPER DES OPPORTUNITÉS D'EMPLOI DANS LES RÉGIONS PAUVRES D'ARMÉNIE

Dans les régions rurales montagneuses de Shirak, Lori et Gegharkunick, en Arménie, les perspectives d'avenir sont si sombres que beaucoup de jeunes choisissent l'exil, rejoignant les 15 000 à 20 000 personnes qui



ELODIE PERRIOT / SOCF

quittent le pays chaque année. Développer l'emploi pour freiner le départ des jeunes, tel est donc l'enjeu de la nouvelle phase, entamée fin 2018, du programme soutenu par le Secours Catholique-Caritas France. L'approche adoptée vise à mettre en relation les communautés, les pouvoirs locaux et les entreprises, à amorcer des mécanismes de développement

socio-économique avec des formations professionnelles débouchant sur des stages, et à lancer des petits projets économiques dans des secteurs comme le tourisme, l'agriculture et l'agroalimentaire. Création de maisons d'hôtes, de coopératives de femmes pour produire des tisanes ou du fromage... c'est toute une logique d'économie sociale et solidaire qui se met en

ZOOM SUR L'UN DES HUIT PAYS DU SAHEL ACCOMPAGNÉS VERS LEUR TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE

Le Sahel fait partie des régions du monde les plus touchées par les changements climatiques et les défis alimentaires et sociaux qu'ils entraînent. En 2018, le Secours Catholique-Caritas France lançait un programme régional visant à promouvoir l'agroécologie dans huit pays de la région. Formations, expérimentations en lien avec la recherche et mise en réseau entre Caritas et d'autres organisations expertes sont autant d'actions complémentaires qui renforcent les projets spécifiques de développement durable menés par les Caritas. Le programme permet ainsi aux Caritas du Sahel de mieux accompagner les organisations paysannes des différentes zones pilotes, comme ce groupe de 65 femmes maraîchères, à Mbowen Souley, au sud du Sénégal, dans leur transition agroécologique.

Leur exploitation maraîchère a bénéficié d'un puits alimenté par une pompe solaire qui permet d'aller chercher l'eau à 110 mètres de profondeur. Les premières semences ont également été fournies – elles seront ensuite reproduites sur place d'une année sur l'autre –, ainsi que les biopesticides et biofertilisants qui complètent la fumure collectée sur place. Aujourd'hui, avec ce qu'elles produisent, les maraîchères peuvent nourrir leur famille et gagner de quoi payer les frais scolaires, les vêtements, les soins... Le rendement est le même qu'auparavant, mais sans dépenses d'engrais ni de pesticides. Comme toutes les organisations paysannes soutenues dans le cadre de projets agroécologiques, les maraîchères de Mbowen Souley sont appelées à devenir rapidement autonomes. ■

place, d'autant plus facilement que le contexte politique y est favorable. Nikol Pachinian, le journaliste à l'origine de la Révolution de velours qui a fait tomber l'ancien président en 2018, a été élu Premier ministre en 2019. Le gouvernement qu'il a mis en place, largement rajeuni, a pour premier objectif de combattre la corruption et de favoriser une croissance économique durable.

ACCÈS AU TRAVAIL POUR LES FEMMES ET LES JEUNES DES RÉGIONS DE FERIZAJ ET DE MITROVICA (KOSOVO)

Le dynamisme économique de la région de Mitrovica, longtemps porté par le complexe industriel et minier de Trepça, a été ruiné par la guerre de 1999. La fermeture de l'usine, l'afflux de réfugiés internes et le manque d'investissements ont entraîné un chômage qu'on estime à 65-70 % de la population active. La plupart des jeunes vont tenter leur chance à l'étranger, et ceux qui restent sont peu soutenus et mal préparés lorsque se présente une possibilité d'embauche. Très active depuis la fin de la guerre pour ramener la paix entre les communautés albanaise et serbe, Caritas Kosovo a lancé un nouveau projet en janvier 2019. Son objectif : renforcer l'employabilité des jeunes et des femmes des régions de Ferizaj et Mitrovica, en soutenant la création d'emplois durables à l'aide d'un dispositif de formations, de parrainage, de réseautage, de stages et d'appui matériel pour les jeunes et les femmes à la recherche d'un emploi, souhaitant créer leur propre entreprise ou développer une activité génératrice de revenus. L'identification et la sélection des bénéficiaires ont fait l'objet d'une attention toute particulière, afin de privilégier les personnes les plus vulnérables et marginalisées. Cinq associations professionnelles ainsi que les centres pour l'emploi, les centres de formation et les entreprises locales ont été associés au projet.

CONTRIBUTION AU RAPPORT GIEC SUR LE SECTEUR DES TERRES

C'est à Genève, du 2 au 8 août 2019, qu'a été adopté le rapport du GIEC sur le secteur des terres et la compétition alarmante qui s'y exerce en raison des

dégradations liées aux changements climatiques, mais aussi aux réponses fondées sur les agro-carburants et la bioénergie. Le Secours Catholique-Caritas France a suivi la publication de ce rapport, relevant la place centrale qu'occupent les populations les plus pauvres de la planète vis-à-vis de ces enjeux. Ce sont elles en effet qui sont les premières à souffrir de l'impact des dérèglements climatiques en termes de sécurité alimentaire et de migrations forcées, mais elles sont aussi pionnières dans l'expérimentation de solutions alternatives peu émettrices de gaz à effet de serre, comme l'agroécologie. Ce rapport clé, qui sera au cœur des prochains grands rendez-vous sur le climat et l'environnement, confirme nos convictions et notre plaidoyer en faveur de solutions ancrées dans les droits et savoirs des populations autochtones et des communautés paysannes comme alternatives durables aux modèles agricoles actuels.

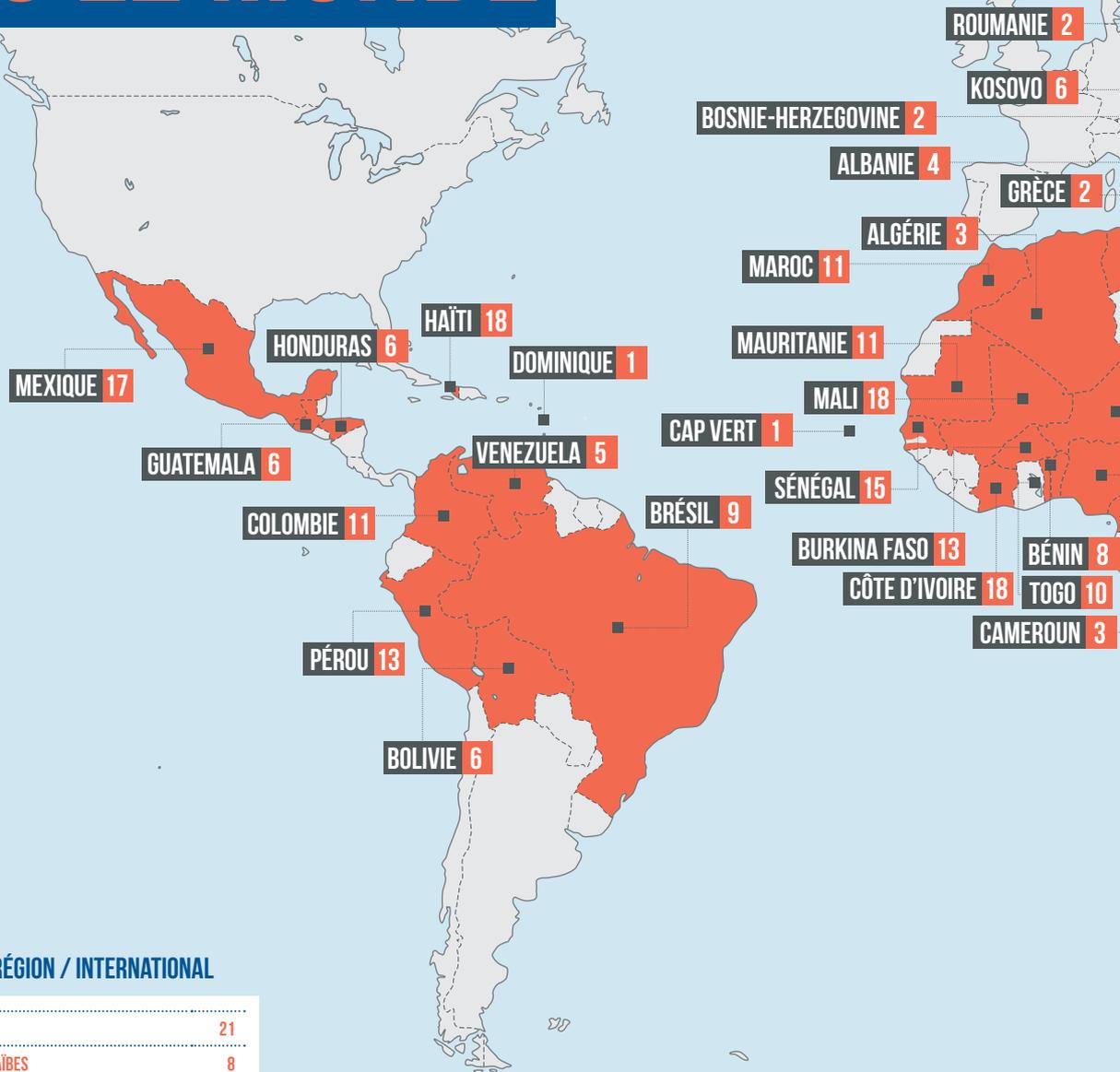
UNE COP25 EN DESSOUS DE TOUS LES ENJEUX

Ouragans meurtriers dans le Pacifique, canicules record en Europe, cyclone et inondations au Mozambique, feux de forêt au Brésil, en Australie, et aux États-Unis... les événements climatiques qui ont marqué l'année 2019 et soulevé des mouvements citoyens sans précédent laissaient espérer un réveil des États lors de la COP25. C'est tout le contraire qui s'est produit à Madrid du 2 au 13 décembre,

où le Secours Catholique-Caritas France était présent. Les blocages répétés de l'Australie, du Brésil, de l'Arabie saoudite ou des États-Unis, mais aussi l'effacement coupable de la France, participant sans représentation ministérielle aux négociations les plus cruciales, montrent l'absence de prise de conscience et de courage politique sur ces questions aujourd'hui. Face à l'urgence, nous poursuivons notre plaidoyer, rappelant que la crise climatique, qui impacte les pays les plus pauvres et les moins pollués, est une injustice sociale. Rendez-vous est donné aux gouvernements, en particulier ceux de l'Union européenne, pour revenir cette année avec des engagements plus ambitieux, tels ceux prévus par l'accord de Paris. Un échec signifierait un abandon aux conséquences humaines et climatiques dramatiques. ■

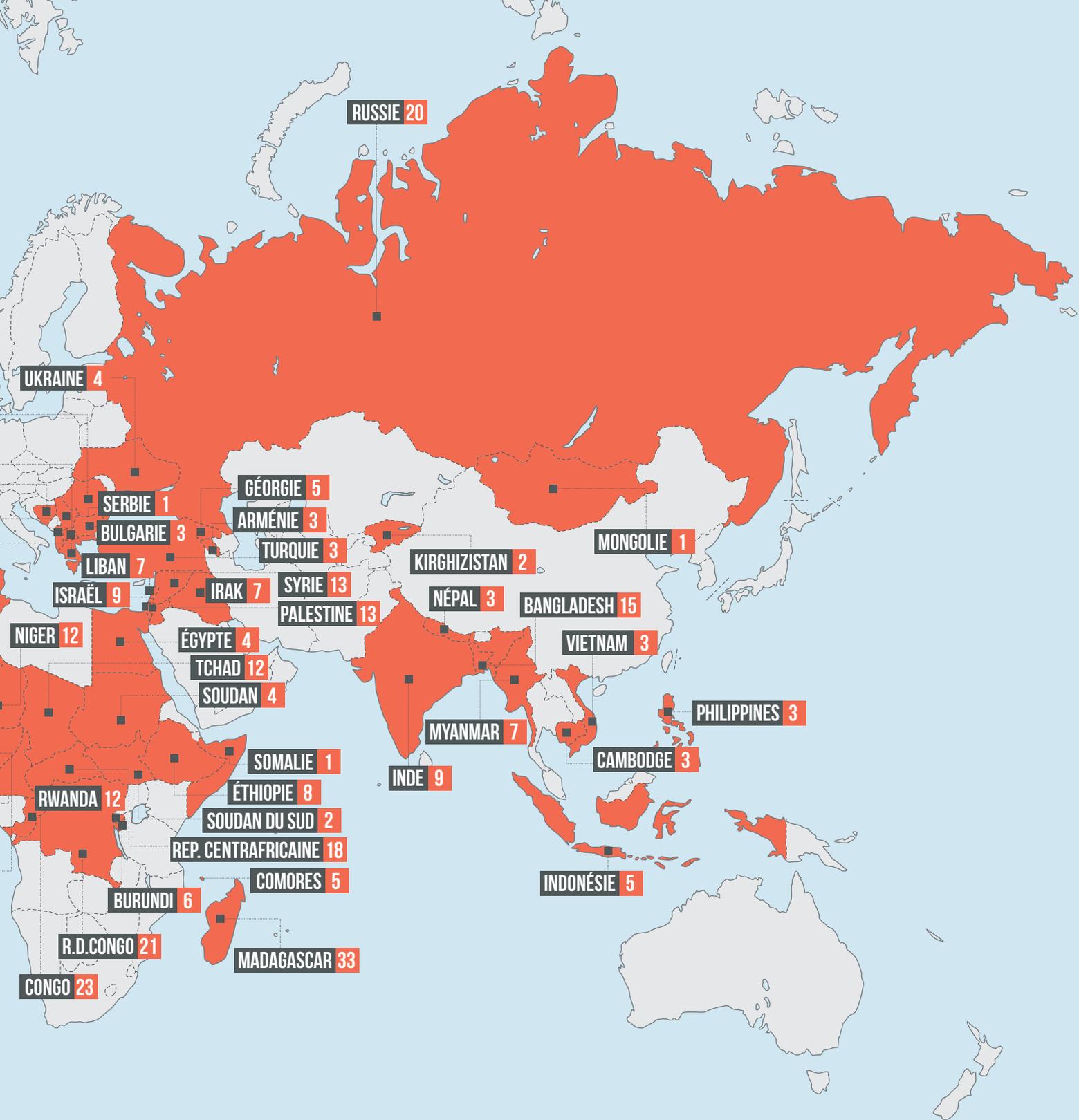
“ LA CRISE CLIMATIQUE, QUI IMPACTE LES PAYS LES PLUS PAUVRES ET LES MOINS POLLUEURS, EST UNE INJUSTICE SOCIALE. ”

586 PROJETS SOUTENUS DANS LE MONDE



PROJETS SOUTENUS PAR RÉGION / INTERNATIONAL

| | |
|------------------------------------|----|
| RÉGION AFRIQUE | 21 |
| RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES | 8 |
| RÉGION ASIE | 5 |
| RÉGION EUROPE | 8 |
| RÉGION MOYEN-ORIENT NORD-AFRIQUE | 3 |
| INTERNATIONAL | 22 |



PAYS NOMBRE DE PROJETS

FAVORISER LA CONSTRUC- TION D'UNE SOCIÉTÉ INTER- CULTURELLE ET INTERRELIGIEUSE

LA DIVERSITÉ CULTURELLE ET RELIGIEUSE est une réalité que les équipes du Secours Catholique-Caritas France vivent au quotidien dans leurs accueils et leurs actions. Enrichissante à bien des égards, cette diversité crée aussi des crispations au sein de la population française, parfois même des réactions de rejet. En tant qu'acteurs de terrain au plus près de toutes les personnes en difficulté, quelles que soient leurs origines culturelles ou religieuses, nous nous faisons un devoir d'inventer un bien-vivre ensemble dans la différence pour renforcer la cohésion sociale. Depuis longtemps déjà, les jeunes de toutes confessions qui composent le réseau Young Caritas nous montrent l'exemple en la matière ; ils l'ont fait cette année encore en imaginant des événements à la rencontre de l'autre. Ce vivre-ensemble interreligieux réussi nous vient aussi de collectifs comme Coexister et Chrétiens et Musulmans, Ensemble avec Marie, dont nous faisons partie. Nous avons encore renforcé nos liens en 2019 partout en France pour multiplier les actions communes. En cette année 2019, nous avons également interrogé nos pratiques et nos actions au sein de notre réseau, notamment celles qui ont une dimension interculturelle et interreligieuse non explicite, afin d'évaluer les éventuels besoins en formation pour favoriser davantage encore la rencontre et l'accueil de tous.



GAEL KERBAOL / SCSF

TOUT NOUVEAU TOUT YOUNG

En cinq ans, les universités d'été Young Caritas ont formidablement joué leur rôle de fédération de l'engagement solidaire de jeunes de toutes les nationalités, cultures et religions. Des équipes Young Caritas se sont ainsi créées dans une trentaine de délégations avec des jeunes engagés en capa-



PROJET EN DÉLÉGATION

DU 30 JUILLET AU 6 AOÛT 2019, les Young de Seine-et-Marne et de Seine-Saint-Denis sont partis faire du bénévolat à la cité Saint-Pierre de Lourdes. Au programme : coup de main à la plonge pour les uns, soutien aux animateurs et aux guides pour les autres, et journée d'animation et de jeux pour présenter les Young Caritas.

Dans les Côtes-d'Armor, des Young Caritas d'Amiens, de Brest et de Seine-et-Marne ont participé, avec une association partenaire, au lancement d'un jardin solidaire et lieu de vie situé non loin de la mer. Une bouffée d'air pour des jeunes dont certains traversent des difficultés, notamment administratives.

cité d'organiser leurs propres événements et de contribuer à ceux de leur délégation, notamment pour assurer la continuité des activités pendant les vacances d'été.

Pour animer, développer et consolider ce réseau au niveau national, un groupe de jeunes bénévoles soutenus par des salariés et un aumônier a été créé en 2019 : la Young Team. Elle a pour mission d'accompagner les équipes locales dans leurs projets et d'apporter son soutien à la préparation des événements nationaux. En mars 2019, la Young Team a organisé un premier week-end de formation à la gestion de projet pour former les jeunes à l'organisation d'événements. En 2019 toujours, était lancée la Young Letter qui donne des nouvelles du réseau tous les trois mois.

Rendez-vous est pris en 2021 pour l'université d'été Young Caritas nouvelle formule. Rebaptisée Young Days, elle sera bisannuelle, avec une première étape de deux jours dans les régions, pour rassembler les groupes qui convergeront ensuite vers Lourdes pour un grand moment de rencontre.

CRÉATION D'UNE ÉQUIPE « INTERCULTUREL ET INTERRELIGIEUX »

La rencontre interculturelle et interreligieuse se vit au quotidien dans les équipes du Secours Catholique-Caritas France qui accueillent toutes les personnes en situation de précarité, quelles que soient leur culture ou leur religion. Et elle se vit non seulement avec les personnes que l'on accompagne, mais aussi entre les bénévoles et les salariés.

Dans ce contexte, en 2019, une équipe de bénévoles dédiée a été constituée autour d'un référent au sein de notre département « Animation spirituelle et diaconie ». Elle a pour mission de valoriser et de soutenir les actions à caractère interculturel et interreligieux en facilitant les échanges et le partage d'expérience entre les différents acteurs : équipes nationales, régionales, délégations, équipes locales...

ÉTAT DES LIEUX DES ACTIONS RÉALISÉES

En 2019, le Secours Catholique-Caritas France a dressé un état des lieux des activités menées au sein de son réseau qui impliquent des relations interculturelles et interreligieuses. Si toutes ont leur importance, qu'il s'agisse d'aide directe aux personnes, même matérielle, de partage en groupes, d'ateliers, de réflexion et de célébrations religieuses, les attentes peuvent être différentes selon les cas. Aussi, l'objet de cette enquête était de préciser les attitudes à adopter en fonction du type d'action et d'identifier les éventuels besoins en formation des bénévoles et salariés.

Deux constats ont été tirés de cet état des lieux : plusieurs délégations proposent des formations liées à l'interculturel ou à l'interreligieux, mais sous des appellations très diverses ; la thématique de la culture, voire de la religion, est souvent prise en compte de façon implicite dans d'autres formations concernant

par exemple l'enseignement du français aux migrants, la posture d'empathie dans l'accueil et l'écoute, la compréhension des politiques et phénomènes migratoires. Ce travail va se poursuivre en 2020 pour mieux cerner les besoins des acteurs de terrain.

CHRÉTIENS ET MUSULMANS RÉUNIS AUTOUR DE LA FIGURE DE MARIE

Le Secours Catholique-Caritas France est impliqué nationalement et localement avec le mouvement Ensemble avec Marie, regroupant chrétiens et musulmans. En 2019, nous avons participé à six des douze rencontres organisées sous forme de marches, de visites, de témoignages et de prières. Nous envisageons également de prendre part à trois rencontres en milieu carcéral organisées par le mouvement, sur le modèle de Caritas Belgique. Tout au long de l'année, plusieurs de nos équipes locales ou de nos délégations ont continué d'accompagner la démarche Ensemble avec Marie dans plusieurs villes de France : Lille, Châteaubriant, Bordeaux, Mulhouse, Cergy, Saint-Denis, Longpont. Nous continuerons à faire connaître cette action et à proposer d'y associer des délégations là où l'initiative a déjà été prise en dehors de notre implication.

LIEN AVEC LE SECOURS ISLAMIQUE

Le Secours Catholique-Caritas France et le Secours Islamique de France (SIF) partagent le même désir de mettre en œuvre des activités communes. Pour nous, le but poursuivi, outre l'efficacité de l'aide au plus démunis, est aussi de mieux vivre le « dialogue des œuvres » entre chrétiens et musulmans, tel que l'Église le propose.

Après des premiers contacts pris entre nos équipes et des responsables du SIF, il a été décidé d'approfondir le sujet avec les délégations du Secours Catholique et du Secours Islamique de Seine-Saint-Denis. Une première réunion dans nos locaux de Saint-Denis a permis de préciser les modalités pratiques de cette démarche. Une liste d'actions a été dressée par les responsables des deux équipes locales. Les possibilités sont nombreuses : petits déjeuners distribués aux personnes en situation de précarité, repas lors des fêtes religieuses (Noël, fin du Ramadan...), sorties culturelles, participation à des tournées de rue, etc. Et décision a été prise de se limiter à des activités qui seront pérennes.



CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF



ÉLODIE PERRIOT / SCF

DES LIENS RENFORCÉS AVEC COEXISTER

Le Secours Catholique-Caritas France est un des partenaires historiques de Coexister, un mouvement interconvictionnel de jeunesse. Tout au long de l'année 2019, nous avons poursuivi nos actions communes, notamment à travers les équipes Young Caritas et le réseau Saint-Laurent. Dans de nombreuses villes de France, nos équipes et bénévoles respectifs ont mené différentes actions ensemble : ateliers de sensibilisation, réunions en vue de la création d'un groupe Coexister, mise en place d'événements pour instaurer le dialogue, opérations de solidarité telles que des cafés de rue, ou encore participation à des événements impliquant diverses associations. Par ailleurs, d'autres partenariats se mettent en place, comme à Angers, où nos équipes respectives ont des projets communs, notamment de tournées rue.

Au niveau national, un partenariat avec les Young Caritas a permis à dix jeunes de Coexister de participer à un festival organisé à Saint-Malo et d'y animer le jeu « En route avec un migrant ». En avril 2019, notre présidente, Véronique Fayet, était présente au comité stratégique de Coexister dont elle est membre. Elle a pu échanger sur la complémentarité des différents parcours pédagogiques animés

par Coexister au sein de trente territoires français et sur la manière dont nos partenaires peuvent en bénéficier ou y contribuer sur le terrain.

VOYAGE DE GROUPES DU RÉSEAU SAINT-LAURENT EN TERRE SAINTE

Le réseau Saint-Laurent se compose de groupes chrétiens qui partagent en Église un chemin de foi avec et à partir des personnes vivant des situations de pauvreté et d'exclusion. Beaucoup de ses membres exprimaient depuis longtemps le souhait de vivre un pèlerinage sur les pas de Jésus, sans même imaginer qu'il puisse se réaliser un jour. Ce rêve est devenu réalité en novembre 2019, où 51 membres du réseau ont effectué un voyage en Terre sainte. Le Secours Catholique-Caritas France les a accueillis à la Maison Abraham, un lieu d'hospitalité situé au cœur de Jérusalem et destiné à l'accueil des plus pauvres, de toutes religions. Au programme de cette semaine de pèlerinage : la visite des lieux emblématiques de la vie de Jésus (Jéricho, le désert de Wadi Qelt, Jérusalem, Nazareth, Bethléem, Gethsémani), et des rencontres avec les représentants des différentes communautés qui composent le pays, qui s'engagent dans la recherche de la paix ou vivent des situations d'exclusion et de pauvreté.

“ POUR MOI, DIEU N’EST PAS SIMPLEMENT UN MOT, DIEU EST UN COMPAGNON. CE PÈLERINAGE M’AIDERA À ABATTRE TOUS LES MURS QUI M’ENTOURENT, PHYSIQUES OU CEUX QUE NOUS AVONS EN NOUS : TOUS LES MURS DE LA HAINE, DE L’INDIFFÉRENCE, DU RACISME, ET NOUS AIDERA À CONTINUER SUR NOTRE CHEMIN. ”

BRIGITTE, DU GROUPE LE PONT (PARIS).

ÉVALUATION DE L’UTILITÉ SOCIALE DE L’ACCUEIL FAMILIAL DE VACANCES

À l’occasion des 70 ans de l’Accueil familial de vacances (AFV), le Secours Catholique-Caritas France a cherché à vérifier dans quelle mesure cette pratique contribuait à faire société. Une étude a ainsi été commandée à deux jeunes chercheuses de l’Institut catholique de Paris.

Au total, ce sont 150 personnes qui ont été interrogées, en individuel mais surtout en collectif : des parents d’enfants partis en vacances familiales, des bénévoles accompagnant les familles, des familles accueillantes, et même des jeunes adultes étant partis en vacances lorsqu’ils étaient enfants. Publiée en 2019, cette démarche d’évaluation met en évidence l’originalité et la modernité de l’AFV. Parce qu’il permet un déplacement des frontières : frontières de l’ordinaire, de l’intime et de l’utile, mais aussi frontières sociales, culturelles et religieuses... l’AFV permet aux enfants autant qu’aux familles de trouver une nouvelle place dans la société. Dans un monde de plus en plus ordonné autour de la sécurité, de la maîtrise et de la méfiance, ce type d’accueil ouvre un véritable espace de liberté entre les cultures.

LE RENOUVEAU DE LA MAISON D’ABRAHAM

Au cœur de Jérusalem-Est, la Maison d’Abraham est une grande bâtisse entourée de pins sur les hauteurs du mont des Oliviers. Louée depuis 1964 par le Secours Catholique-Caritas France, elle est ouverte à tous : pèlerins de toutes religions, familles et groupes, ONG internationales et associations de quartier, avec une attention plus particulière pour

les plus pauvres. En 2016, la Maison d’Abraham a adopté un nouveau projet d’établissement dont le bilan de mi-parcours a été présenté en juin 2019 à notre conseil d’administration. Un bilan positif, la maison remplissant bien sa triple mission de maison d’accueil, d’espace de rencontres entre les acteurs de la promotion de la justice et de la paix, et de lieu de ressourcement et de formation. L’activité d’accueil et d’hébergement ne cesse de se développer, alors que la rénovation de la maison, zone par zone, entamée en 2018, suit son cours selon le calendrier établi jusqu’à mi-2020. Comme nos délégations en France, la Maison d’Abraham joue également un rôle dans la vie locale, entretenant des liens étroits avec les habitants et les associations de la ville. L’animation sociale et spirituelle est assurée par une équipe composée d’un aumônier, d’une communauté de sœurs dominicaines de la Présentation, de bénévoles qui viennent aider pendant un mois, et de salariés. ■

RÉPONDRE AUX URGENCES

FIN 2019, LES BÉNÉVOLES DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE ont été sollicités pour deux missions de post-urgence. La première, en novembre, à la suite du tremblement de terre en Ardèche, et la seconde, en décembre, après les inondations qui ont frappé les Alpes-Maritimes, le Var et le Vaucluse. Ailleurs dans le monde, notre pôle Urgences internationales a poursuivi ses interventions auprès des populations victimes de la crise syrienne qui perdure, et de celles qui subissent la crise à la fois climatique et politique qui se prolonge en Afrique. Nous sommes également restés mobilisés sur la crise humanitaire au Venezuela, mais avec une approche plus globale, de manière à intervenir également dans les pays limitrophes, notamment en Colombie, vers lesquels fuient les populations. Cette même année, notre travail a également porté sur la formation de nos partenaires et des communautés elles-mêmes, dans une logique de prévention des risques.



SEBASTIEN LE CLEZIO / SCCF

AUX CÔTÉS DES VICTIMES DES CATASTROPHES DANS LE SUD DE LA FRANCE

En 2019, deux catastrophes naturelles ont frappé la France coup sur coup. Le 11 novembre, un tremblement de terre qui a causé la destruction ou la dégradation de plusieurs bâtiments du village du Teil en Ardèche. Et en décembre, les inondations qui ont là aussi touché de nombreuses personnes dans les départements des Alpes-Maritimes, du Var et du Vaucluse. Aussitôt alertées, les équipes locales du Secours Catholique-

Deux par deux, nos membres sont allés à la rencontre des personnes et familles sinistrées, en faisant du porte-à-porte. Leur première mission était d'être à l'écoute des personnes et en empathie avec elles, éventuellement de les rassurer. Ensuite, il s'agissait d'évaluer avec elles ce dont elles avaient besoin (litière, meubles, électroménager...) pour pouvoir reprendre une vie normale. Au moins une famille sur deux avait besoin d'une aide matérielle ou financière, d'autres, simplement d'un accompagnement administratif pour effectuer les démarches auprès des assurances, ou d'une orientation pour un soutien psychologique. Notre accompagnement s'inscrivant dans la durée, il s'est poursuivi jusqu'à ce que ces personnes retrouvent une vie normale.

“ DEVANT UN MONDE NOUVEAU QUI CHANGE TRÈS VITE, LES FORMES ANCIENNES DE LA CHARITÉ ONT BESOIN DE S'ADAPTER SANS CESSER. C'EST LE TRAVAIL DE RENOUVELLEMENT ET D'ADAPTATION ET DE PÉDAGOGIE QUI EST NOTRE PREMIÈRE PRÉOCCUPATION. ”

Caritas France, accompagnées par le service Urgences France de l'association, se sont concertées pour intervenir dans le cadre de nos missions de post-urgence auprès des populations sinistrées.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'INTERVENTION DE NOS PARTENAIRES

« *Devant un monde nouveau qui change très vite, les formes anciennes de la charité ont besoin de s'adapter sans cesse. C'est le travail de renouvellement et d'adaptation et de pédagogie qui est notre première préoccupation.* » Fidèle à cette intuition de Mgr Jean Rodhain, fondateur du Secours Catholique, notre pôle Urgences internationales affine son champ d'ac-

tion et renforce ses capacités et celles de ses partenaires. En 2019, nous avons appliqué cette approche, notamment au Niger et à Madagascar, vis-à-vis de nos partenaires, mais parfois aussi plus directement des communautés elles-mêmes, pour les préparer aux différents types de crises humanitaires. Ces projets de renforcement de capacités proposent des formations et un accompagnement à l'amélioration des processus internes de nos partenaires pour qu'ils deviennent plus réactifs et interviennent plus efficacement auprès des populations vulnérables. En ce qui concerne les communautés, il s'agit de les sensibiliser aux risques et de les préparer à y faire face.

ASSISTANCE AUX MIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS VÉNÉZUÉLIENS EN COLOMBIE

Le Secours Catholique-Caritas France, en partenariat avec Caritas Venezuela et l'Asociación Venezolana de Servicios de Salud de Orientación Cristiana (Avessoc), est l'un des acteurs les plus engagés dans la crise humanitaire qui sévit au Venezuela depuis plusieurs années. Les migrations de populations qu'elle occasionne touchent aujourd'hui en premier lieu la Colombie – on estime en effet à plus d'un million le nombre de Vénézuéliens y ayant trouvé refuge –, pays qui n'a pas les moyens suffisants, ni humains ni financiers, pour répondre à cette crise supplémentaire sur son sol. C'est pourquoi en 2019, nous avons décidé d'aborder la crise vénézuélienne non plus seulement au Venezuela auprès des populations vulnérables, mais aussi en Colombie, *via* la Caritas nationale, en apportant des soins médicaux, un soutien psychosocial, une protection par les droits, des repas, une aide à l'éducation, etc. à des centaines de familles vénézuéliennes migrantes et réfugiées.



CARTAS VENEZUELA

POST-URGENCE ET RECONSTRUCTION AU NÉPAL



CARTAS INTERNACIONALIS

Il y a cinq ans, le 25 avril 2015, le Népal était frappé par un séisme de magnitude 7,8 suivi de plusieurs répliques, qui a fait 9 000 morts, 23 000 blessés et 1 million de sans-abri, dont beaucoup sont toujours dans le plus grand dénuement. Avec son partenaire Caritas Népal et l'ensemble du réseau Caritas, le Secours Catholique-Caritas France a finalisé en 2019 un projet de reconstruction sur trois ans. Ce projet a déjà permis de bâtir 4 775 maisons antisismiques, de réparer 68 systèmes d'approvisionnement en eau potable et 8 systèmes d'irrigation. L'objectif étant également de permettre aux ménages qui ont tout perdu de retrouver une source de revenus, nous avons conclu deux nouveaux partenariats. Le premier, avec l'International Cocoa Organization (Icco), pour relancer l'activité agricole grâce à la distribution de semences et d'intrants et à l'organisation de formations sur des cultures comme les champignons, l'apiculture et le café, pour lesquelles il existe des marchés et dont la rentabilité est meilleure. Le second partenariat avec Forum for Nation Building Nepal (FNB), une association d'avocats qui aide les victimes du séisme à accéder à leurs droits à des subventions de l'État pour la reconstruction de leurs maisons. ■

UNE ORGANISA- TION AU SERVICE DE NOTRE AMBI- TION

LA FORCE DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE, c'est avant tout son réseau : 73 délégations et plusieurs milliers d'équipes locales et de lieux d'accueil en France, animés par 64 300 bénévoles, près de 1 000 salariés, ainsi que des partenariats avec le réseau des Caritas Internationalis (165 Caritas) et des organisations locales à travers le monde. En 2019, 15 de nos délégations ont fait homologuer leur projet à cinq ans pour mettre en œuvre nos grandes orientations nationales sur leurs territoires.

En France en 2019, le Secours Catholique-Caritas France a soutenu 1 393 000 personnes rencontrées à domicile ou dans ses 2 400 lieux d'accueil. Cette action est portée par 73 délégations et 3 500 équipes locales, 64 300 bénévoles et 908 salariés. Trois antennes complètent ce réseau : la Cité Saint-Pierre à Lourdes, la Maison d'Abraham à Jérusalem, le Centre d'entraide pour les demandeurs d'asile et les réfugiés (Cedre) à Paris. À l'international, le Secours Catholique-Caritas France a soutenu 2 900 000 personnes *via* 162 partenaires dans 56 pays ou zones, par le biais de 233 décisions de soutien de nouveaux projets ou tranches de projets votés précédemment.

DEUXIÈME ANNÉE DE FONCTIONNEMENT POUR LE CONSEIL D'ANIMATION NATIONAL

Créé en 2017, le CAN du Secours Catholique-Caritas France s'est réuni à deux reprises en 2019. Une première fois dans le Morbihan en janvier, pour travailler sur la question de la gouvernance partagée, et une seconde fois en septembre dans les Hauts-de-France en présence de notre conseil d'administration. Composé de personnes d'expériences variées (expérience d'une vie difficile, de l'animation et des dynamiques de groupe, ou encore des responsabilités au sein de l'association), le CAN est un véritable laboratoire en matière de gouvernance partagée. Lors de sa première session, il s'est interrogé sur les changements à apporter à nos manières de fonctionner ensemble pour que chacun ait sa part de pouvoir et de responsabilité dans la mise en œuvre du projet commun. Ses recommandations concernant les besoins en formation, en accompagnement, en suivi des expérimentations, en communication de la démarche... ont été présentées aux membres

de notre conseil d'administration lors de la seconde rencontre. L'occasion de faire le bilan des deux premières années de fonctionnement et d'annoncer la création d'un comité opérationnel qui aura pour mission de suivre la façon dont la gouvernance partagée évolue au sein des bureaux et des conseils d'animation de nos délégations.

LA TRANSFORMATION SOCIALE AU CŒUR DES PROJETS DE DÉLÉGATION

En 2019, ce sont 15 nouveaux projets de délégations du Secours Catholique-Caritas France qui ont été homologués, des projets à cinq ans par lesquels chaque délégation définit la façon dont elle envisage de participer à la mise en œuvre du projet national de l'association. Une tendance de fond les traverse : une grande envie de changements internes pour mieux développer le pouvoir d'agir des personnes accompagnées, l'action collective et le plaidoyer, et un besoin de renouveler les modes de gouvernance pour faire participer une grande diversité d'acteurs aux instances de décision. L'expérience montre que pour les délégations, le processus d'élaboration de leur projet est aussi important

“ VIVRE ET FAIRE VIVRE LA FRATERNITÉ, À COMMENCER AU SEIN DES ÉQUIPES ELLES-MÊMES, EST UNE AUTRE CONSTANTE OBSERVÉE DANS LES NOUVEAUX PROJETS. ”

que le résultat, puisqu'il s'agit de faire adhérer un maximum de personnes à une vision partagée et ambitieuse dans une perspective de transformation sociale. Vivre et faire vivre la fraternité, à commencer au sein des équipes elles-mêmes, est une autre constante observée dans les nouveaux projets. De même que la nécessité d'aller davantage vers un accompagnement individuel et global dans une perspective d'accès aux droits. Ou encore vers des démarches participant au développement des territoires.

Pour accompagner nos délégations dans ce travail, nous avons créé un outil commun, qui a été testé par cinq délégations en 2019, et le sera par dix autres en 2020. Il s'agit d'une grille de bilan qui permet d'évaluer, équipe par équipe, ce qui a été vécu dans l'année, en termes de fraternité, de justice sociale et de transformation du territoire, et la force d'animation à mettre en place (ou non) l'année suivante.



GAËL KERBAOL / SCCF



Une façon d'aider nos délégations à prioriser leurs actions et de faire remonter les informations qui nous sont nécessaires pour ajuster notre pilotage national.

UN RÉSEAU DE 64 300 BÉNÉVOLES EN FRANCE

Le Secours Catholique-Caritas France a enregistré une légère baisse du nombre de ses bénévoles, passé de 68 200 en 2018 à 64 300 en 2019. En croisant les données statistiques de notre réseau avec les tendances observées par le sociologue Roger Sue dans son ouvrage *La France bénévole 2019*, on constate que cette diminution est générale. Elle correspond à un moindre engagement des plus de 65 ans, une génération de plus en plus inquiète de l'évolution de ses conditions de vie, et aussi de plus en plus sollicitée par des parents dépendants et des enfants pas encore autonomes. ■

COMMUNICATION

C'est l'axe « Changement de regard porté sur les migrants » de la Campagne globale migrations que le Secours Catholique-Caritas France a choisi de développer dans sa communication grand public. Avec une campagne sous forme de petites vidéos lancées sur les réseaux sociaux le 29 septembre 2019, lors de la Journée mondiale du migrant et du réfugié. Une opération qui s'est poursuivie jusqu'à la publication de notre « Rapport statistique sur l'état de la pauvreté en France », lui aussi largement consacré aux migrants, et qui a donné le coup d'envoi de notre campagne de fin d'année.

DÉCLINAISON GRAND PUBLIC DE LA CAMPAGNE GLOBALE MIGRATION

Le volet grand public de la Campagne globale migration du Secours Catholique-Caritas France a été lancé à l'occasion de la Journée mondiale du migrant et du réfugié sous la signature #IciEtVivant. « Migrant » n'est pas une identité, tel était le message délivré à travers une série de vidéos très courtes, en mode tutoriel, mettant une personne en valeur pour un de ses talents, en l'occurrence le jeune Junior, excellent footballeur, mais aussi migrant, découvrait-on tout à la fin. Créées pour être virales et partagées sur les réseaux sociaux, ces vidéos abordaient le sujet des migrations de façon résolument apaisée, en mettant en avant les contributions des migrants aux sociétés qui les accueillent. Le changement de regard que nous cherchions ainsi à provoquer est un enjeu de taille, car comment faire évoluer les conditions d'accueil et de vie des migrants si les préjugés à leur égard dominent ? Le choix des réseaux sociaux avait pour but de toucher une cible jeune et potentielle-

ment positivement militante sur le sujet. L'opération s'est prolongée jusqu'à la veille de la publication de notre Rapport statistique, autre moment clé de la Campagne globale migration puisque pour la première fois, il comprenait une dimension internationale, avec les contributions de nos partenaires des pays de départ ou de transit des migrants.

UNE CAMPAGNE TOUJOURS EN PLEINE RÉVOLUTION FRATERNELLE

Comme chaque année, la campagne de fin d'année du Secours Catholique-Caritas France a commencé avec la publication, le 7 novembre 2019, du « Rapport statistique sur l'état de la pauvreté en France ». À la suite de la campagne 2018, elle appelait à la Révolution fraternelle, à travers la mise en avant de trajectoires de vie singulières et bien réelles qui montrent comment notre engagement fraternel de chaque jour peut permettre à des personnes en difficulté de reprendre leur vie en main.



STEVEN WASSENAAR / SCCF

La préparation et le partage du gâteau « Le fraternel ! » ont également à nouveau permis d'animer des moments de convivialité et de partage dans les délégations, les accueils, les paroisses, les marchés, les gares, les centres commerciaux... Autant d'occasions d'échanger sur les problèmes de société, de faire connaître nos positions et nos actions, et d'inciter toujours plus de personnes à la générosité.

REDONNER TOUT SON SENS À L'AVENT

En fin d'année 2019, le Secours Catholique-Caritas France proposait aux familles, catholiques ou non, un calendrier de l'Avent pour lequel l'illustratrice Soledad Bravi avait mis à contribution son célèbre coup de crayon. Pensé pour redonner du sens à cette période de Noël plutôt synonyme de consumérisme, le calendrier ouvrait chacune de ses fenêtres sur des messages à hauteur d'enfants, les invitant à réfléchir aux réalités qui se cachent derrière les mots « préjugés », « précarité », « exclusion ». Une jolie occasion d'éveiller les enfants à la solidarité et de les préparer à devenir acteurs de notre Révolution fraternelle. Le calendrier était vendu entièrement au profit de nos actions, *via* nos délégations et une nouvelle e-boutique ouverte sur notre site pour les fêtes.

UN MESSAGES TRIMESTRIEL QUI EN CACHE UN AUTRE

C'est en mars 2019 que les donateurs du Secours Catholique-Caritas France découvraient la nouvelle formule du magazine *Messages*. Devenu trimestriel, au lieu de mensuel comme jusqu'à présent, le *Messages* nouvelle formule est plus aéré, plus dynamique, avec une carte du monde et une carte de France pour mieux suivre nos actions ici et là-bas et vivre concrètement l'universalité de notre engagement, avec un numéro spécial « Noël » pour témoigner des actions menées et soutenir la collecte de fin d'année.

Le débat d'idées et d'analyse fait désormais l'objet d'une autre publication, *Résolutions*, envoyée en supplément de *Messages* à nos cibles institutionnelles, ainsi qu'à nos bénévoles et salariés. Ce nouveau magazine a vocation à porter notre engagement de transformation de la société auprès des acteurs institutionnels. Quarante pages pour comprendre les enjeux de la lutte contre la pauvreté en France et dans le monde, à travers le regard d'experts et d'acteurs engagés dans ce combat : responsables politiques, personnes vivant des situations de précarité, acteurs d'Église, bénévoles associatifs, engagés syndicaux... ■

PUBLICATIONS

FAIRE ENTENDRE LA COLÈRE DES PLUS PRÉCAIRES



De janvier à février 2019, le Secours Catholique organisait 150 débats dans une soixantaine de délégations en vue de faire entendre la voix, la souffrance, la colère et les propositions des plus précaires dans le contexte du Grand Débat national. Ce document est la synthèse des

800 pages de *verbatim* recueillis.
(Voir pages 8-9.)

UN RAPPORT STATISTIQUE ORIENTÉ « MIGRATIONS »



Le rapport statistique 2019 du Secours Catholique-Caritas France dresse les évolutions de la précarité en France à partir de l'analyse de plus de 72 000 ménages rencontrés dans nos accueils. Enrichi par les données et contributions de nos partenaires des pays de départ ou de transit des migrants, ce rap-

port propose également une précieuse radiographie de la situation migratoire en France et dans le monde.
(Voir également pages 15 et 33.)

MAGAZINE RÉSOLUTIONS



Nouveau magazine du Secours Catholique-Caritas France et supplément au trimestriel *Messages*, *Résolutions* est notamment destiné aux élus locaux et nationaux, aux acteurs institutionnels, du champ de l'action sociale et ecclésiastique. Ses 40 pages de débats et d'analyses ont vocation à décryp-

ter les enjeux de la lutte contre la pauvreté en France et dans le monde à travers le regard d'experts, d'acteurs engagés et de personnes qui vivent la précarité.
(Voir également page 53.)

L'ABSURDITÉ DU RÈGLEMENT DUBLIN EN DESSINS



Le rapport dessiné « Exilés, dublinés, maltraités » relate les situations dramatiques vécues par ceux qui relèvent du règlement Dublin. Outil d'interpellation de l'opinion publique comme des autorités, il a été réalisé en collaboration avec une dizaine de personnes migrantes

accompagnées par le Secours Catholique à qui la dessinatrice Camille Ulrich a prêté son talent.
(Voir également page 16.)

COMPRENDRE TOUTES LES DIMENSIONS DE LA PAUVRETÉ

Le Secours Catholique a participé pour la partie France à la recherche entreprise par le mouvement ATD Quart Monde et l'université d'Oxford sur six pays en vue de dégager les multiples dimensions de la pauvreté. L'équipe de recherche était composée de personnes ayant l'expérience de la pauvreté, de professionnels ayant celle de l'action auprès des personnes en situation de précarité, et de chercheurs apportant leur savoir académique.

(Voir également page 16.)

DEUX NOUVEAUX NUMÉROS DE L'APOSTROPHE, LA REVUE DES EXPERTS DE LA PRÉCARITÉ



La revue *L'Apostrophe* continue de susciter une vraie dynamique d'écriture et d'expression chez des personnes vivant ou ayant vécu des difficultés et des situations de précarité. Deux nouveaux numéros sont parus en 2019 : le n° 6, sur le thème de la confiance, et le n° 7, sur celui de la réconciliation à mener entre l'homme et la nature.

(Voir également page 13.)

GÉNÉROSITÉ ET FINANCES

La baisse du résultat de la collecte observée en 2019 marque une vraie tendance structurelle, commune à bon nombre d'associations et fondations du secteur, à laquelle s'est ajouté un facteur conjoncturel : les mouvements sociaux de fin d'année. Le Secours Catholique-Caritas France a depuis longtemps pris la mesure des efforts à fournir pour juguler cette tendance. Nous avons notamment lancé dès la fin de l'année 2018 et déployé en 2019 une vaste expérience de collecte de rue ou en sites privés, et créé à titre expérimental dans quatre régions des postes dédiés à la communication et au développement des ressources.

UNE TENDANCE STRUCTURELLE À LA BAISSÉ POUR LA COLLECTE

Le Secours Catholique-Caritas France a enregistré à nouveau un léger recul de 2 % du résultat de la collecte en 2019 : 60,50 M€ contre 62 M€ en 2018. Celui-ci s'explique par une tendance structurelle, assez généralisée sur le secteur associatif, d'autant plus marquée dans notre cas du fait d'une part importante de personnes âgées parmi nos donateurs, dont certaines n'ont plus les moyens de nous soutenir malgré leur profond désir de le faire. À cette tendance de fond s'est ajouté un élément conjoncturel : les mouvements sociaux de fin d'année, période à laquelle se manifestent 90 % des personnes qui ne font qu'un don par an. Ces mouvements ont non seulement mis la France à l'arrêt, mais également assombri cette période des fêtes qui nous est habituellement propice.

À noter toutefois que nous avons moins sollicité nos donateurs cette année, et que si l'on rapporte le montant de la collecte aux charges engagées, nous restons à un niveau équivalent aux années précédentes, voire légèrement supérieur.

MISE EN PLACE DE NOUVEAUX INSTRUMENTS DE COLLECTE

Face à l'érosion chronique des niveaux de dons, nous avons renforcé nos opérations de fidélisation de nos donateurs et de recrutement de nouveaux soutiens. Nous avons ainsi poursuivi la collecte de rue expérimentée en décembre 2018, qui débouche sur des dons par prélèvement automatique. Ce type de recrutement concerne des donateurs jeunes, de 25 à 35 ans, et s'avère très efficace en termes de renouvellement et de rajeunissement de nos soutiens puisqu'il fidélise ceux-ci dès leur entrée, en leur proposant le don régulier par prélèvement

automatique. Autre avantage du don par prélèvement automatique : nous n'avons plus à solliciter les personnes pendant l'année, ce qui réduit considérablement nos charges et la consommation de papier dans un souci d'écologie, tout en améliorant le ratio investissement/collecte.

« LE FRATERNEL ! » COMME SUPPORT DE VISIBILITÉ

La vente du gâteau « Le fraternel ! » a généré en 2019 une recette quasiment équivalente à celle de 2018. Il a été utilisé par les équipes du Secours Catholique davantage comme support d'animation permettant de donner de la visibilité à leurs actions qu'à des fins de collecte pure. Ces manifestations conviviales ont été certes pénalisées par les mouvements sociaux de fin d'année, mais ont néanmoins joué leur rôle pour augmenter les retombées de l'important dispositif de mailings envoyés à la même période. Elles ont été également précieuses pour générer, *via* notre site web, des dons qui ne peuvent pas être attribués à une opération en particulier, mais qui sont forcément stimulés par tout ce qui met en lumière



CHRISTOPHE MARGOUËS / SCCF

notre contribution dans la lutte contre la précarité. Les sommes récoltées *via* Internet représentaient 10,6 % de notre collecte 2019, soit une progression de 11 % par rapport à 2018.

Tout comme « Le fraternel ! », les « participations de soutien » n'ont pas rapporté de grosses sommes en 2019 (2,30 M€), mais elles nous ont donné de la visibilité et ont donc contribué à dynamiser le don sous toutes ses formes.

RETOUR À LA NORMALE DES RECETTES DE LEGS

Les recettes de legs ont été un peu en deçà cette année (- 9 %, et seulement - 4 % par rapport au budget), mais ce recul était attendu. En effet, les dossiers restés longtemps en souffrance chez les notaires ayant été traités en 2018, cette année a été particulièrement fructueuse, et en 2019, nous sommes revenus à un niveau plus habituel. Nous n'avons de surcroît pas pu bénéficier d'une grosse opération immobilière à cause des mouvements sociaux de fin d'année, qui ont retardé le traitement des dossiers. Cette vente a finalement été réalisée tout début 2020. Le legs reste un mode de soutien important pour le Secours Catholique, puisqu'il contribue à nos ressources à hauteur de 30 %. Nous continuons donc à le promouvoir, comme nous avons compté parmi les premiers à le faire, pour contrer une concurrence accrue de la part d'autres associations.

EXPÉRIMENTATION POUR DÉVELOPPER LES SUBVENTIONS

Les subventions allouées au Secours Catholique ont très légèrement progressé en France, mais moins qu'espéré. Les ressources de ce type étant très importantes pour notre association, nous continuons à y porter une attention particulière. Nous avons ainsi lancé une expérimentation dans quatre régions dans lesquelles nous avons affecté des ressources humaines à l'accompagnement de délégations dans leurs efforts de développement de ressources de fin d'année, mais aussi de sollicitation de subventions mobilisables localement. Ces postes ont été créés en décembre 2019. Nous nous donnons jusqu'à fin 2022 pour voir s'il convient d'étendre l'expérimentation aux autres régions. Nous sommes confiants sur l'efficacité de ce soutien aux équipes bénévoles, pour qui la recherche de fonds n'est pas la priorité

d'engagement. À l'international, le niveau de subventions est lié à l'éligibilité ou non de nos projets aux programmes de cofinancement. Malgré la légère baisse (à laquelle nous nous attendions) enregistrée en 2019, nous restons sur une bonne dynamique : autour des 3 M€ nécessaires au financement de nos missions.

COLLECTE D'URGENCE

Le sud de la France a connu deux catastrophes naturelles fin 2019. Peu relayées par les médias, elles n'ont pas donné lieu à un élan de générosité majeur. Cela n'a pas empêché nos équipes de se mobiliser auprès des populations victimes, et cela pour la mission de post-urgence qui est celle pour laquelle nous avons une forte expertise. Cette mission s'est prolongée jusqu'en 2020 puisqu'il s'agit d'accompagner les personnes jusqu'à la réhabilitation complète de leur logement et un retour à une vie normale.

UNE NOUVELLE FORMULE POUR LE MAGAZINE MESSAGES



Le magazine *Messages* du Secours Catholique-Caritas France a changé de format et de périodicité en 2019. Désormais trimestriel, il est davantage centré sur nos actions, en France et à l'international, et richement illustré. Un numéro spécial a été conçu pour Noël afin de témoigner des belles choses qui

se vivent sur le territoire avec les personnes que nous accompagnons tout au long de l'année. Cette nouvelle formule trimestrielle, qui a été très appréciée par nos lecteurs et a permis de générer presque autant de dons que l'ancienne, sera reconduite en 2020. ■

LE RÉSEAU CARITAS FRANCE

Le réseau Caritas France a été créé à l'initiative du Secours Catholique-Caritas France pour rassembler les organisations qu'il a contribué à créer ou qui partagent ses valeurs, finalités et principes d'action. Son but est de susciter l'innovation et la coopération dans les territoires en alliant les compétences et les moyens de ses membres, pour favoriser l'accompagnement global et la capacité d'agir de toute personne vivant des situations de précarité ou d'exclusion. L'objectif est aussi d'éveiller à l'engagement solidaire et à la fraternité, et d'agir sur les causes de la pauvreté. En 2019, sous la présidence du Secours Catholique, le réseau Caritas France a entrepris avec les 12 organisations membres un travail de co-élaboration d'une stratégie 2020-2025. www.reseaucaritasfrance.org

HÉBERGEMENT ET LOGEMENT

Face à la pénurie de logements et à la problématique du mal-logement, le Secours Catholique a créé de nouvelles solutions au sein du réseau Caritas France : construction de logements grâce à l'épargne solidaire, mobilisation de logements dans le parc privé grâce à une AIS et soutien à l'amélioration thermique de l'habitat. Des projets qui complètent l'offre d'hébergement et l'accompagnement global vers le logement du Secours Catholique-Caritas France.

ASSOCIATION CITÉS CARITAS



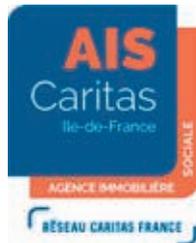
Anciennement nommée « Association des cités du Secours Catholique » et créée en 1989 par le Secours Catholique-Caritas France pour

donner leur autonomie aux cités qu'il pilotait, l'association Cités Caritas a pour mission d'accueillir, d'héberger, d'accompagner et de mener vers l'autonomie et l'insertion socio-professionnelle des personnes en situation de précarité, d'exclusion ou de handicap. Elle compte 19 cités, 14 dans le secteur social et 5 dans le secteur du handicap, réparties sur 3 territoires : Centre-Ouest, Île-de-France et Sud. En 2019, plus de 1 000 salariés, essentiellement composés de travailleurs sociaux, et près de 300 bénévoles ont accompagné plus de 13 000 personnes dont 350 en situation de handicap (souffrant de handicap psychique, de déficience intellectuelle ou de troubles autistiques), par le biais des 127 dispositifs sociaux (hébergements d'urgence, centres d'hébergement et de réinsertion sociale - CHRS -, haltes de jour, pensions de famille, crèches...) gérés par l'association. Les accompagnements mis en place par les équipes de Cités Caritas valorisent la capacité d'action des personnes accompagnées et leur participation comme source de richesse. L'aide par le travail est le support privilégié pour l'action éducative des cités intervenant dans le secteur du handicap. Son

réseau de crèches, « Grandir en crèche », compte actuellement une centaine de places. Au sein du réseau Caritas France, Cités Caritas contribue à l'évolution de la société et de l'accueil qu'elle réserve aux personnes fragilisées. L'association poursuit sa dynamique fondée sur une vision impliquant les professionnels, les bénévoles et la participation des personnes accompagnées. Fin 2019, elle s'est dotée d'un nouveau projet associatif 2020-2025.

acsc.asso.fr

AGENCE IMMOBILIÈRE SOCIALE CARITAS ÎLE-DE-FRANCE



Fin 2018, le Secours Catholique et Cités Caritas ont créé conjointement l' AIS Caritas Île-de-France afin d'expérimenter dans la région une nouvelle manière de permettre aux personnes d'accéder directement à un logement classique, sans passer par les étapes de l'hébergement d'urgence ou provisoire. En mobilisant des propriétaires ouverts à l'idée de louer leurs biens à des personnes qui ne présentent pas toutes les garanties habituelles, l' AIS Caritas montre qu'avec un accompagnement de qualité, il est possible pour certaines personnes d'accéder directement à un logement stable.

FONCIÈRE CARITAS HABITAT

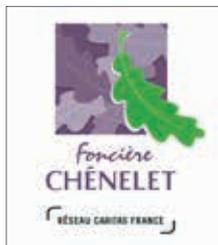


Créée en 2015, Caritas habitat est une société foncière sociale destinée à développer des logements à vocation très sociale utilisés ensuite par des organisations du réseau Caritas France pour assurer leur mission d'accompagnement des plus fragiles vers des solutions de logement. Inscrite dans le champ de l'économie sociale et solidaire, elle

mobilise, en amont, de l'épargne solidaire de particuliers ou d'institutions en vue d'investir dans de l'achat immobilier : construction de nouveaux logements très sociaux, réhabilitation ou transformation de parcs immobiliers. Ces biens immobiliers sont ensuite confiés en gestion à des associations spécialisées dans l'accompagnement des personnes mal logées qui peuvent être membres du réseau Caritas France (Cités Caritas ou AIS Caritas Ile-de-France en particulier) ou d'associations partenaires proches.

www.caritashabitat.org

FONCIÈRE CHÊNELET



La Foncière Chênelet existe depuis 2009 pour répondre à un problème sociétal majeur de logement des personnes à faibles ressources en milieu rural ou périurbain, et propose un habitat écologique de très haute qualité à ces popula-

tions. Maître d'ouvrage d'insertion, la Foncière Chênelet construit ainsi des logements sociaux de qualité à faibles charges pour les locataires, le plus souvent en territoires ruraux.

www.fonciere-chenelet.org

RÉSEAU ÉCO HABITAT



L'association Réseau éco habitat est née en 2014 sous la forme d'une expérimentation à l'initiative des délégations du Secours Catholique de Picardie qui ont constaté que beaucoup de familles en situation de grande précarité, propriétaires de leur maison, n'ont pas recours aux dispositifs publics pour réaliser des travaux d'amélioration énergétique afin de réduire leur consommation d'énergie. La mission du Réseau éco habitat consiste en une mise en réseau des acteurs de terrain autour de l'amélioration énergétique de l'habitat (collectivités, entreprises, bénévoles) pour permettre à des ménages très modestes de réaliser des travaux ambitieux, financés à 90 %.

www.reseau-ecohabitat.fr

EMPLOI ET INSERTION

En complément de l'accompagnement global vers l'emploi réalisé par les équipes du Secours Catholique-Caritas France, certains membres du réseau Caritas France développent des chantiers d'insertion, appuient l'innovation sociale et l'expérimentation, et mènent des actions de plaidoyer en faveur de l'emploi et de l'insertion des plus exclus.

TISSONS LA SOLIDARITÉ

tissons la solidarité

RÉSEAU CARITAS FRANCE

Fondé en 2004 par le Secours Catholique-Caritas France pour fédérer les boutiques solidaires d'insertion qu'il

avait créées, le réseau Tissons la solidarité s'est largement développé et regroupe aujourd'hui 70 entreprises et chantiers d'insertion par l'emploi. Les personnes en insertion y exercent différents métiers du textile et de la vente en prêt-à-porter. Elles bénéficient de formations agréées par les professionnels de la branche textile. Une partie des chantiers d'insertion que fédère Tissons la solidarité coopère localement avec les délégations du Secours Catholique à travers ses boutiques solidaires.

www.tissonslasolidarite.fr

COMITÉ CHRÉTIEN DE SOLIDARITÉ AVEC LES CHÔMEURS



Créé il y a plus de trente ans, le Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs (CCSC) vise à maintenir l'attention sur les conséquences du chômage. En sensibilisant les communautés chrétiennes

ainsi que l'ensemble du corps social et en luttant contre l'indifférence à travers la valorisation de parole des personnes qui vivent le chômage, le CCSC invite chacun à agir pour que ces personnes puissent retrouver une pleine citoyenneté. Avec l'appui du Secours Catholique-Caritas France, le CCSC a pu élaborer une nouvelle formule de sa lettre d'information « Vaincre le chômage ».

ccscfrance.com

FÉDÉRATION SOLIDARAUTO

Solidarauto est la marque de garages solidaires créés à l'origine par des délégations du Secours Catholique-Caritas France dans plusieurs territoires. Ces garages Solidarauto favorisent la mobilité per-

sonnelle pour faciliter l'insertion professionnelle et sociale par la vente de véhicules d'occasion, l'entretien, la réparation et la location de véhicules. En 2019, la fédération rassemblait huit garages en France.

www.solidarauto.org

DÉVELOPPEMENT DE LA PHILANTHROPIE, INNOVATION, RECHERCHE

Le réseau Caritas France a également pour fonction plus transversale de développer, favoriser et financer la recherche, la réflexion sur la théologie de la charité et l'innovation sociale.

LA FONDATION CARITAS FRANCE



Créée par le Secours Catholique-Caritas France en 2009, la fondation Caritas France est la première fondation abritante en France dédiée à la lutte contre la pauvreté. Sa première mission est d'encourager le développement de la philanthropie et de

la lutte contre l'exclusion en abritant des fondations sous son égide (plus de 100 en 2019). Elle permet à des personnes, des familles, des groupes d'amis de créer leur propre fondation, et en assure la gestion tout en accompagnant les fondateurs (choix de projets, implication de leurs proches...). Sa deuxième mission est de collecter des fonds pour soutenir des projets portés par le Secours Catholique-Caritas France, le réseau Caritas en France ou à l'international, ou par d'autres partenaires. En 2019, les fonds collectés ont été redistribués à plus des deux tiers au réseau Caritas France et dans le monde. Depuis sa création, la fondation Caritas France a ainsi soutenu en propre près de 1 000 projets.

Enfin, la fondation appuie la recherche et l'expérimentation. Elle décerne un prix annuel à un jeune chercheur en sciences sociales dans le cadre du colloque organisé sous l'égide de l'Institut de France.

www.fondationcaritasfrance.org

LA FONDATION JEAN-RODHAIN

La fondation Jean-Rodhain a été créée en 1981 pour contribuer à la réflexion chrétienne sur la charité au sens large (justice, solidarité, doctrine sociale), promouvoir l'étude de la théologie de la charité dans la recherche universitaire, développer le dialogue avec les acteurs de terrain à partir de la parole et

de l'expérience des pauvres. Tous les deux ans, elle organise un colloque rassemblant une cinquantaine de chercheurs et de praticiens. Elle a créé et finance des chaires d'études dans différentes facultés de théologie, et continue à alimenter le site web « Servons la fraternité », fruit de la démarche « Diaconia 2013 », en vue de partager les pratiques d'une fraternité accessible à tous.

www.fondationjeanrodhain.org

www.servonslafaternite.net

CARITAS EN ALSACE

De manière plus spécifique, l'histoire de l'Église catholique en Alsace a suscité la création de Caritas, anticipant celle du Secours Catholique en France, et couvrant toutes les dimensions présentées ci-dessus.

FÉDÉRATION DE CHARITÉ CARITAS ALSACE

Fondée en 1903 par monseigneur Paul Müller-Simonis pour « mieux organiser les œuvres de bienfaisance catholique en Alsace », la fédération de charité Caritas Alsace exerce ses activités depuis plus de cent ans dans le diocèse de Strasbourg. Service de l'Église catholique en Alsace et association de droit local, elle contribue à apporter des réponses aux détresses physiques, morales et spirituelles de notre temps. Ses missions se déclinent en trois axes : fédérer les actions en rapport avec la solidarité, promouvoir les initiatives de solidarité, interpellier et formuler des propositions pour une plus grande justice sociale. La fédération porte aussi l'activité du Secours Catholique-Caritas France en Alsace, sous le nom de « Caritas Alsace, réseau Secours Catholique ».

www.federation-de-charite.org

GOUVERNANCE ET CONTRÔLE AU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

AU 31 DÉCEMBRE 2019

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE du Secours Catholique-Caritas France réunit les membres de l'association, à savoir 180 personnes, dont 146 membres actifs – administrateurs personnalités qualifiées, présidents et vice-présidents de délégation, ainsi qu'un trésorier par région – et 32 membres d'honneur. La limite d'âge est fixée à 75 ans. 56 % des membres actifs sont des hommes, 44 % sont des femmes.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION est composé de 21 membres, tous bénévoles ; 12 sont présidents ou vice-présidents de délégation, 9 sont des personnalités qualifiées. Leur mandat est de trois ans, renouvelable deux fois. Le conseil se réunit 11 fois par an. Son bureau comprend une présidente, deux vice-présidents, un trésorier et une secrétaire. L'aumônier général et le délégué général participent aux séances du bureau et du conseil d'administration, sans voix délibérative.

BUREAU

Présidente :

Véronique Fayet

Vice-présidents :

Louise Avon, Alain de Brugière

Trésorier :

Bernard Alet

Secrétaire :

Françoise Maury

AUTRES MEMBRES

Pierre Boit, Pascal Bourgue, Gilles Cagnard, Anne Duthilleul, Marie Fleury, Francine Guilbert, Chantal Nicol, Emmanuel de Rivoire, Guy Sayaret, Marie-Laure Denès, Isabelle Biseau, Hélène Mayer, Hervé Masurel.

Secrétaire général :

Vincent Destival

Aumônier général :

Père Hervé Perrot

Présidents d'honneur :

François Soulage, Joël Thoraval

LIENS AVEC LA CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES DE FRANCE

▶ Les présidents et vice-présidents de délégation sont homologués par le conseil d'administration après accord de l'évêque du diocèse concerné. Les administrateurs en qualité de personnalités qualifiées sont cooptés par le conseil d'administration,

après accord du conseil permanent de la CEF, puis élus par l'assemblée générale.

- ▶ Le président national est élu par le conseil d'administration en son sein, parmi les candidats ayant fait l'objet de l'agrément du conseil permanent de la CEF.
- ▶ L'aumônier général est nommé par le conseil permanent de la CEF.
- ▶ Le délégué général est élu par le conseil d'administration sur une liste de candidats agréés par le conseil permanent de la CEF.
- ▶ Des réunions entre le secrétariat général de la CEF et la présidente nationale, le délégué général et l'aumônier général du Secours Catholique-Caritas France sont régulièrement organisées.

COMITÉS CONSULTATIFS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Ils émettent des avis et recommandations sur la vie et les projets de l'association :

- ▶ Comité stratégique,
- ▶ Comité pré-CA France,
- ▶ Comité pré-CA international,
- ▶ Comité ressources,
- ▶ Comité d'audit,
- ▶ Comité des nominations,
- ▶ Conseil d'animation national,
- ▶ Comité de trésorerie,
- ▶ Comité de suivi de la gouvernance partagée.

IDENTITÉ

LE SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

Le Secours Catholique-Caritas France est un service de l'Église catholique en France, membre de la confédération Caritas Internationalis et association reconnue d'utilité publique.

MISSION DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

Fondée sur l'Évangile, la mission du Secours Catholique-Caritas France est une mission d'amour et d'éveil à la solidarité, en France et dans le monde. Le Secours Catholique appelle toute personne à s'engager pour vivre la rencontre, l'entraide et la joie de la fraternité. Ses acteurs travaillent à renforcer les capacités de tous à agir pour que chacun accède à des conditions de vie dignes. L'association lutte contre les causes de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion, et propose des alternatives, au service du bien commun.

ACTIONS

- ▶ En France, 1 393 000 personnes ont été soutenues dans 2 400 lieux d'accueil.
- ▶ À l'international, 586 opérations ont été menées en 2019, dans 56 pays ou zones, en lien avec le réseau Caritas Internationalis (165 Caritas). En un an, 2,9 millions de personnes ont été bénéficiaires de l'aide internationale du Secours Catholique-Caritas France.

ORGANISATION

- ▶ 73 délégations au 31 décembre 2019, réparties en 3 500 équipes locales, en France métropolitaine et d'outre-mer, couvrent l'ensemble du territoire national.
- ▶ Réseau de 64 300 bénévoles et de 908 salariés sur tout le territoire.
- ▶ 3 antennes : la Cité Saint-Pierre à Lourdes, la Maison d'Abraham à Jérusalem, le Centre d'entraide pour les demandeurs d'asile et les réfugiés (CEDRE) à Paris.

TRANSPARENCE ET CONTRÔLES

Les comptes annuels 2019, incluant le compte d'emploi des ressources, sont certifiés par un commissaire aux comptes du cabinet Deloitte, puis ont été approuvés par l'assemblée générale du 2 juillet 2020. Ils sont disponibles sur le site www.secours-catholique.org ou peuvent être obtenus

sur simple demande écrite à : Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07.

Le commissaire aux comptes,

outre la certification des comptes, contrôle chaque année dix délégations. Avec le département d'audit interne, c'est au total un tiers des délégations qui est contrôlé chaque année.

Le Comité de la charte du don en confiance

est une association qui exerce la mission de contrôle de l'appel à la générosité du public. Le comité élabore des règles de déontologie, détermine l'octroi d'un label « Don en confiance » aux organisations d'intérêt général qui se portent candidates et effectue un contrôle continu et indépendant des engagements auxquels elles souscrivent. Celui-ci est basé sur des principes de respect du donateur, de transparence, de recherche d'efficacité et de probité et de désintéressement, couvrant trois domaines : la gouvernance, la gestion et la communication. Le 26 avril 2018, le Secours Catholique-Caritas France a obtenu le renouvellement de son label « Don en confiance », pour une durée de trois ans.



NOUS REMERCIONS DE LEUR SOUTIEN NOS PARTENAIRES

Agence du don en nature – Agence française de développement
Agence de l'eau Artois-Picardie – Agence de l'eau Loire-Bretagne
Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse
Agence de l'eau Seine-Normandie

Caisse d'épargne – CGR Cinémas – Commission européenne
(DG Coopération & Développement et Aide humanitaire & Protection civile)
Communauté de l'agglomération havraise
Conseil régional d'Ile-de-France – COSUDE : ambassade de Suisse
en Colombie – Dons solidaires

EDF

Fondation Caritas France – Fondations abritées par la Fondation Caritas
France : Fondation L'Arbre du voyageur – Fondation Avenir solidaire
Fondation Famille et Solidarités – Fondation Franck-Giroud
Fondation François, Monique et Pascal Bilger – Fondation Girafe formations
Fondation Le Manteau de saint Martin – Fondation Pro-femmes
Fondation Tolot – Fondation Xamafra

Fondation Chanel – Fondation Crédit coopératif – Fondation Eiffage
Fondation de France – Fondations abritées par la Fondation de France :
Fondation Guy-Nicolas – Fondation Hardy
Fonds Merymu – Fondation Notre-Dame
Fondation Porticus – Fondation Sainte-Geneviève
Fondation Saint-Irénée – Fondation Sancta Devota
Fondation Somfy - Les petites Pierres – Fondation Suez
Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM)

IF International Foundation

L'Agence nationale pour les Chèques-Vacances

Fonds de dotation Antigone – Grand Lyon – Jean Lutz SA – La Poste
Le Petit Futé

Ministère de la Culture – Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

McMillan-Stewart Foundation – Moneta
Orange – Saint-Christophe Assurances

ainsi que toutes les collectivités (municipalités, intercommunalités
et conseils départementaux et régionaux) qui nous soutiennent

et les entreprises qui nous soutiennent grâce au mécénat
de compétences : Orange, BNP-Paribas, La Poste.



ENSEMBLE, CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE ET FRATERNEL

Document conçu et réalisé
par la direction de la communication
106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 49 73 00
Fax : 01 45 49 94 50
Coordination : Clarisse Briot
Iconographie : Anaïs Pachabézian
& Elodie Perriot
Rédaction : Pascale Kramer
Correction-révision : Le Champ rond
Photo de couverture :
Steven Wassenaar / SCCF
Maquette : département Publications
Juillet 2020

LE SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE EN CHIFFRES



330 M€

DE RESSOURCES DONT 86 % CONSACRÉES
AUX MISSIONS SOCIALES

2019, EN FRANCE



1 393 000

PERSONNES SOUTENUES
EN FRANCE



64 300

BÉNÉVOLES



5 000

ENFANTS ET ADOLESCENTS
ACCOMPAGNÉS DANS LEUR SCOLARITÉ



2 400

LIEUX D'ACCUEIL



295 000

FAMILLES SOUTENUES



3 000

PERSONNES ACCOMPAGNÉES
VERS L'EMPLOI



3 000

PERSONNES ACCOMPAGNÉES
DANS LEUR PROJET DE VACANCES



1 300

ENFANTS PARTIS EN ACCUEIL
FAMILIAL DE VACANCES



1 028

DOSSIERS DE MICROCRÉDIT
EN COURS DONT 468 NOUVEAUX

2019, À L'INTERNATIONAL



2,9 MILLIONS

DE PERSONNES SOUTENUES À L'INTERNATIONAL



586

PROJETS



26

INTERVENTIONS D'URGENCE

